

Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2010

BMO Groupe financier annonce de très bons résultats pour le premier trimestre

Sa réussite dans l'exécution de sa stratégie, soit offrir une expérience client exceptionnelle, ne se dément pas

Un revenu net élevé, une croissance des revenus pour un quatrième trimestre consécutif et un engagement constant envers la gestion des frais de tous les groupes d'exploitation

Le groupe Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada accroît, une fois encore, ses revenus et son revenu net en regard de la même période de l'exercice précédent

À 12,53 %, le ratio du capital de première catégorie demeure solide

Points saillants des résultats financiers :

- **Revenu net de 657 millions de dollars, pour une augmentation de 432 millions par rapport à il y a un an**
- **Résultat par action¹ (RPA) de 1,12 \$ et RPA avant amortissement² de 1,13 \$, tous deux en hausse de 0,73 \$ par rapport à la même période l'an dernier**
- **Revenus de plus de 3 milliards de dollars et frais stables depuis un an**
- **Dotations à la provision pour pertes sur créances de 333 millions de dollars, soit 95 millions de moins qu'un an plus tôt**

Toronto, le 2 mars 2010 – BMO Groupe financier a annoncé un revenu net de 657 millions de dollars, ou de 1,12 \$ par action, pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2010. Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada ont enregistré de très bons résultats, le revenu net atteignant 403 millions de dollars, en hausse de 88 millions ou de 28 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net du groupe Gestion privée a lui aussi été fort élevé, soit 113 millions de dollars, ce qui représente 45 millions ou 68 % de plus qu'il y a un an.

BMO a annoncé aujourd'hui un dividende de 0,70 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010, soit le même montant que pour le trimestre précédent, ce qui correspond à un dividende annuel de 2,80 \$ par action ordinaire.

« L'excellent rendement obtenu ce trimestre illustre avec éloquence la rentabilité de nos secteurs de base et confirme que nous avons raison de croire en notre stratégie », a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier. « C'est en filigrane de ce rendement que s'inscrit notre engagement sans faille envers notre clientèle, engagement qui se manifeste partout dans notre entreprise. »

¹ Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent document, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

² Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont exposés dans la section Mesures non conformes aux PCGR, à la fin du Rapport de gestion, où sont également expliqués ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

« PE Canada continue de donner le ton. Reflétant de très bons résultats trimestriels, le revenu net est de 403 millions de dollars, soit 28 % de plus qu'il y a un an. Nous avons continué d'investir afin de rehausser l'expérience client et notre position concurrentielle tout en gérant nos frais avec rigueur. Profitant de l'essor des volumes de la majeure partie des produits et d'une amélioration de la marge nette d'intérêts, les revenus ont progressé de 12 %. »

« Nous appuyons pleinement les mesures, car nous les jugeons prudentes, que le ministre des Finances du Canada a annoncées il y a deux semaines et qui visent à favoriser la stabilité à long terme du marché immobilier canadien et à empêcher toute bulle spéculative que pourraient causer des emprunts hypothécaires excessifs. BMO continue de fournir des conseils et de mettre au point des produits qui sont en harmonie avec la politique du gouvernement, soit assurer la stabilité à long terme d'un secteur essentiel à notre économie et veiller au bien-être financier des familles canadiennes. Il s'agit simplement là d'une autre façon de clarifier les questions d'argent pour nos clients. »

« Le rendement de BMO Marchés des capitaux est, lui aussi, excellent, le revenu net atteignant 248 millions de dollars. Même s'ils se sont grandement améliorés depuis un an, les résultats ont été plus faibles que ceux des récents trimestres, lesquels avaient bénéficié de bonnes conditions de négociation. Au cours des trois derniers trimestres, le RCP de BMO Marchés des capitaux a été d'au moins 18 %. Nous entendons dégager un revenu net élevé au cours d'un même cycle économique et croyons que l'amélioration continue de la conjoncture en Amérique du Nord générera, sur les marchés financiers, des occasions encore plus intéressantes, et ce, surtout pour les services de banque d'investissement. »

« Les résultats du groupe Gestion privée ont enregistré une forte progression depuis un an, ce qui a découlé de la meilleure tenue des marchés boursiers, de la hausse des niveaux d'actifs et des revenus provenant des activités d'assurance ainsi que de l'incidence des charges constatées l'exercice précédent en lien avec notre décision d'aider nos clients à composer avec un contexte difficile. Le revenu net s'établit à 113 millions de dollars, soit 45 millions ou 68 % de plus qu'à la même période de l'exercice précédent. Le ratio de productivité avant amortissement s'est encore amélioré, passant de 82,0 % un an plus tôt et de 74,0 % au trimestre précédent à 72,0 %. »

« Une reprise s'amorce sur le marché du Midwest américain et nous prévoyons que les entreprises commenceront à reconstituer leur capital et leurs stocks. Nous avons mis en œuvre une stratégie afin de tirer parti de ces circonstances uniques, lesquelles surviennent à un moment où nombre de nos concurrents semblent préoccupés par d'autres questions, et nous continuons d'élargir la portée de nos services aux entreprises. Nous avons commencé à analyser les besoins des clients de BMO Marchés des capitaux qui contractent des emprunts afin de repérer ceux qui bénéficieraient davantage d'un modèle de services bancaires aux entreprises. Nous transférerons leurs comptes de BMO Marchés des capitaux à PE États-Unis afin de mieux harmoniser nos ressources et notre capital et leurs besoins. Ainsi, nous pourrions servir une clientèle beaucoup plus vaste, à moindres coûts et de manière plus efficace, tout en augmentant la taille et la portée de nos services aux entreprises aux États-Unis. Cela permettra également à BMO Marchés des capitaux de se concentrer sur les occasions de prestation de services de banque d'investissement. Pour mettre les choses en perspective, précisons que ce transfert fera plus que doubler la taille du portefeuille de prêts aux entreprises de PE États-Unis. Ces changements intensifieront l'expansion qu'a récemment connue ce groupe d'exploitation, lequel a vu ses dépôts augmenter et ses activités d'octroi de prêts à la moyenne entreprise, de prêts hypothécaires et de prêts automobiles prendre de l'ampleur. »

« Bref, la situation financière de BMO est excellente et lui procure la marge de manœuvre dont elle a besoin pour recruter des clients et investir en vue de l'avenir. Nous prévoyons continuer d'innover et d'offrir les nouveaux produits et services que notre clientèle recherche, créant par le fait même une valeur durable pour elle ainsi que pour nos actionnaires », a ajouté M. Downe.

Revue des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le revenu net est élevé et atteint 403 millions de dollars, en hausse de 88 millions ou de 28 % depuis un an. Les revenus générés par les services aux particuliers, les services aux entreprises et les services de cartes ont tous progressé fortement, ce qui s'explique par l'élargissement des volumes de la plupart des produits et de la marge nette d'intérêts. L'essor des dépôts des particuliers et des entreprises a été particulièrement important. Une bonne croissance des revenus alliée à une gestion efficace des dépenses d'exploitation, ce qui n'a pas empêché des investissements en vue de l'avenir, se sont traduites par un excellent levier d'exploitation avant amortissement, soit 11,1 %.

Notre objectif est d'être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle, et notre clientèle nous confirme que nous sommes sur la bonne voie. Nous avons rétréci, comparativement à ce qu'il était il y a un an, l'écart entre nos taux de fidélité des particuliers et des entreprises et ceux du chef de file du secteur. Depuis cette période, le nombre moyen de catégories de produits qu'utilisent nos clients des services aux particuliers et aux entreprises a augmenté, ce qui reflète notre engagement à les écouter, à les comprendre et à bien les conseiller.

Pour ce qui est des services aux particuliers, nous continuons d'élargir et de rehausser notre réseau de succursales dans les marchés jugés prioritaires, de stimuler la croissance des revenus et d'accroître la fidélité de notre clientèle grâce à une utilisation efficace de notre excellent système de gestion du rendement. Au cours du trimestre à l'étude, nous avons inauguré trois nouvelles succursales, en avons réorganisé trois et en avons fermé une.

En ce qui concerne le secteur des services aux entreprises, nous avons lancé Les indispensables BMO Entreprises ainsi que la Formule futée BMO pour entreprise. Ces gammes offrent à ces clients des solutions conçues pour leur secteur d'activité et visent à combler leurs besoins spécifiques. Nous détenons toujours la deuxième part du marché canadien des prêts aux entreprises et notre but est de devenir la banque de choix des entreprises canadiennes. De plus, nous continuons de tirer parti de notre gamme intégrée de produits afin d'alimenter notre réussite dans le secteur des services aux moyennes entreprises.

Dans le secteur des cartes, nous sommes l'un des plus importants émetteurs de cartes MasterCard du Canada. Nous assurons la croissance de ce secteur grâce à une gestion prudente du crédit, et nos taux de pertes sur créances sont faibles en regard de ceux de nos pairs.

Le 31 décembre 2009, nous avons mené à terme l'acquisition de la franchise nord-américaine de Diners Club auprès de Citigroup. Diners Club est reconnu à l'échelle mondiale comme un prestigieux programme de cartes de dépenses de voyage et de représentation pour employés. La franchise nord-américaine bénéficie en outre de l'acceptation des cartes MasterCard partout dans le monde. Cette acquisition nous place parmi les principaux émetteurs de cartes d'entreprise en Amérique du Nord. Elle nous permet également de joindre nos forces à celles d'autres franchisés Diners Club partout dans le monde et ainsi d'offrir, à l'échelle internationale, un éventail haut de gamme de cartes de voyage et de représentation à nos clients multinationaux et de devenir un choix incontournable pour les entreprises nord-américaines.

PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)

Le revenu net a fléchi de 12 millions de dollars ou de 43 % depuis un an, pour s'établir à 16 millions. Les revenus générés par l'élargissement des marges sur les prêts ont été plus qu'annulés par la contraction de celles sur les dépôts, par l'incidence accrue des prêts douteux depuis un an et par le fait qu'en 2009, la provision constituée au titre du litige impliquant Visa avait été réduite.

Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, le revenu net avant amortissement se chiffre à 35 millions de dollars et le ratio de productivité avant amortissement est de 72,1 %.

En 2010, nous veillerons à réaliser une croissance rentable des prêts et des dépôts tout en gérant efficacement nos frais. Depuis un an, les dépôts ont monté de 1,0 milliard de dollars ou de 5,2 %, ce qui est survenu surtout dans les comptes d'entreprise. Les volumes des nouveaux prêts hypothécaires et prêts automobiles demeurent élevés, chaque catégorie ayant augmenté de plus de 80 % depuis l'exercice précédent, ce qui reflète l'attention soutenue que nous lui accordons. Nos taux de pertes et de défaut des prêts à la consommation demeurent nettement inférieurs à ceux de nos concurrents.

Comme en témoignent nos taux élevés de fidélité de la clientèle, l'expérience client est toujours au cœur de nos préoccupations. Notre taux de recommandation net est de 40 pour le premier trimestre de 2010, contre 43 pour le quatrième trimestre de 2009. Ce taux demeure très élevé en comparaison de ceux de nos principaux concurrents.

Les lauréats des prix d'excellence Greenwich pour 2009 ont récemment été annoncés, et notre équipe des services bancaires aux entreprises a reçu plusieurs récompenses. Plus de 750 banques ont été évaluées en fonction d'entrevues menées auprès de plus de 13 000 clients. Ainsi, 33 et 43 banques, respectivement, ont été encensées pour la qualité de leurs services aux moyennes entreprises et aux petites entreprises. Notre secteur des services aux moyennes entreprises a obtenu un prix pour la satisfaction globale de sa clientèle, et ce, à l'échelle régionale et nationale. Quant à notre secteur des services aux petites entreprises, il s'est distingué sur le plan de la stabilité financière et de la gestion des relations à l'échelle nationale. Enfin, les services de gestion de la trésorerie de Harris ont mérité un prix d'excellence pour la satisfaction globale de sa clientèle à l'échelle régionale.

Groupe Gestion privée

Le revenu net du premier trimestre, d'un montant de 113 millions de dollars, a augmenté de 45 millions ou de 68 % depuis un an. L'acquisition de BMO Société d'assurance-vie a accru le revenu net de 7 millions.

Le revenu net du groupe Gestion privée, exclusion faite des activités d'assurance, est de 70 millions de dollars, en hausse de 34 millions ou de 93 % depuis un an. Les efforts déployés pour obtenir des actifs de nouveaux clients ainsi que l'amélioration continue des marchés boursiers ont permis aux revenus de ce groupe, exclusion faite de ceux d'assurance, de s'accroître de 11 %. Les résultats du même trimestre de l'exercice précédent tenaient compte d'une charge de 17 millions (11 millions après impôts) liée à la décision d'aider certains de nos clients américains à composer avec la mauvaise conjoncture en rachetant des titres à enchères qu'ils détenaient dans leur compte. Le revenu net des activités d'assurance se chiffre à 43 millions pour le trimestre à l'étude, en hausse de 11 millions ou de 38 % depuis un an, ce qui a résulté de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie et d'une croissance interne. Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 40 milliards de dollars ou de 18 %, après un rajustement visant à exclure l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Pour la quatrième année de suite, Dalbar Inc. a classé BMO Fonds d'investissement au premier rang des sociétés de fonds de placement canadiennes pour la qualité de ses services dans les deux langues officielles et a accordé à BMO Ligne d'action la deuxième place du secteur des services de courtage en direct.

Le groupe Gestion privée a lancé neuf nouveaux fonds négociables en bourse (FNB) BMO, dont trois de titres à revenu fixe, ainsi que des fonds liés à un pays ou à un secteur donné, tels la Chine et l'Inde, les services publics, les petites aurifères et les infrastructures mondiales. Cette importante expansion sur le marché des FNB porte à 22 le nombre de ceux que nous offrons et démontre notre intérêt envers ce secteur en croissance ainsi que notre engagement à fournir aux investisseurs un éventail complet de produits d'investissement.

BMO Marchés des capitaux

Comme le démontrent ses résultats du trimestre, BMO Marchés des capitaux a démarré l'exercice d'un bon pied. Le revenu net s'élève à 248 millions de dollars, soit 71 millions ou 40 % de plus qu'il y a un an. Les revenus se sont améliorés de 193 millions, pour se situer à 920 millions. L'attention continue que nous accordons à nos clients et le maintien d'une gamme d'activités diversifiée ont contribué à la réalisation de ces excellents résultats. Les activités de fusion et acquisition ainsi que de prise ferme de titres d'emprunt ont retrouvé leur élan grâce à de meilleures conditions de marché. Des gains sur les titres de placement ont été enregistrés alors que, au cours de l'exercice précédent, des charges importantes l'avaient été à cause de l'essoufflement des marchés financiers. La hausse des commissions sur prêts a été contrebalancée par le recul du

revenu net d'intérêts lié aux services aux grandes entreprises, recul survenu en raison de la baisse des niveaux d'actifs. Les revenus de négociation avaient été élevés au premier trimestre de 2009 grâce à un contexte de négociation favorable, mais dans l'ensemble, les résultats à ce chapitre avaient été affaiblis par certaines charges liées à la conjoncture des marchés financiers. Le fait que la plus grande stabilité de ces marchés ait réduit les occasions et que les marges se soient contractées a eu pour conséquence de ramener, au premier trimestre de 2010, les revenus de négociation à des niveaux plus courants.

Au trimestre précédent, nous avons annoncé la conclusion d'un accord avec Paloma Securities en vue de l'embauche de son équipe mondiale de prêt de titres. Cette dernière, dont l'intégration a débuté en décembre 2009, nous permet d'élargir la portée de nos activités de prêt de titres en Amérique du Nord et nous offre une plateforme grâce à laquelle nous pourrions exploiter de nouvelles occasions de croissance.

BMO Marchés des capitaux a participé à 130 nouvelles émissions au cours du trimestre, soit 40 émissions de titres d'emprunt d'entreprises, 36 émissions de titres d'emprunt d'administrations publiques, six émissions d'actions privilégiées et 48 émissions d'actions ordinaires, pour un total de 53,7 milliards de dollars, soit 7,9 milliards de plus qu'au trimestre précédent.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise ont enregistré une perte de 124 millions de dollars pour le trimestre, ce qui s'explique principalement par les dotations à la provision pour pertes sur créances et par la faiblesse des revenus. Cette perte est toutefois de 245 millions inférieure à celle d'il y a un an. Les revenus se sont renforcés de 212 millions ou de 65 % en raison surtout du recul du portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs par suite des mesures prises par la direction et de la plus grande stabilité des marchés et parce que des gains d'évaluation à la valeur de marché sur les activités de couverture ont été enregistrés au cours du trimestre considéré, alors que des pertes l'avaient été au cours de l'exercice précédent. Ces facteurs ont été atténués par le recul des revenus de titrisation. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont baissé de 158 millions parce que des dotations moins élevées ont été imputées aux Services d'entreprise. Aux termes de la méthode que BMO utilise aux fins de la présentation de ses résultats sectoriels, les pertes sur créances prévues sont imputées aux groupes d'exploitation clients, et l'écart entre les pertes prévues et les pertes réelles est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise.

Mise en garde

Les sections précédentes renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les périodes de trois mois terminées le

	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009	Variation par rapport au 31 janvier 2009
Points saillants de l'état des résultats						
Revenu total	3 025 \$	2 989 \$	2 978 \$	2 655 \$	2 442 \$	23,9%
Dotation à la provision pour pertes sur créances	333	386	417	372	428	(22,1)
Frais autres que d'intérêts	1 839	1 779	1 873	1 888	1 841	(0,1)
Revenu net	657	647	557	358	225	+100
Revenu net par unité d'exploitation						
Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada	403 \$	398 \$	362 \$	340 \$	315 \$	28,1%
Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis	17	23	24	22	34	(50,8)
Groupe Gestion privée	113	106	113	72	68	67,6
BMO Marchés des capitaux	248	288	344	247	177	40,2
Services d'entreprise a)	(124)	(168)	(286)	(323)	(369)	66,0
Données relatives aux actions ordinaires						
Résultat dilué par action	1,12 \$	1,11 \$	0,97 \$	0,61 \$	0,39 \$	0,73 \$
Résultat dilué par action avant amortissement b)	1,13	1,13	0,98	0,63	0,40	0,73
Dividendes déclarés par action	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,00
Valeur comptable d'une action	32,51	31,95	31,26	32,22	32,18	0,33
Cours de clôture de l'action	52,00	50,06	54,02	39,50	33,25	18,75
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	28,9	27,6	29,6	21,5	17,9	11,0

Au

	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009	Variation par rapport au 31 janvier 2009
Points saillants du bilan						
Actif	398 623 \$	388 458 \$	415 361 \$	432 245 \$	443 174 \$	(10,1)%
Solde net des prêts et acceptations	169 588	167 829	173 558	179 650	190 099	(10,8)
Dépôts	240 299	236 156	244 953	247 169	264 580	(9,2)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18 054	17 626	17 144	17 561	17 371	3,9

Pour les périodes de trois mois terminées le

	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009
Mesures et ratios financiers (% sauf indication contraire) c)					
Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans	3,5	1,8	4,0	(1,2)	(6,9)
Croissance du résultat dilué par action	+100	4,7	(1,0)	(51,2)	(17,0)
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement b)	+100	4,6	(2,0)	(50,0)	(18,4)
Rendement des capitaux propres	14,3	14,0	12,1	8,1	4,9
Rendement des capitaux propres, avant amortissement b)	14,4	14,2	12,3	8,4	5,2
Croissance du profit économique net b)	+100	10,4	(35,1)	(+100)	(71,8)
Levier d'exploitation	24,0	8,5	3,3	(11,1)	6,4
Levier d'exploitation, avant amortissement b)	23,9	8,3	3,3	(11,0)	6,4
Croissance du revenu	23,9	6,3	8,4	1,3	20,5
Croissance des frais autres que d'intérêts	(0,1)	(2,2)	5,1	12,4	14,1
Croissance des frais autres que d'intérêts, avant amortissement b)	0,0	(2,0)	5,1	12,3	14,1
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	60,8	59,5	62,9	71,1	75,4
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement b)	60,5	59,2	62,5	70,7	75,0
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,79	0,89	0,94	0,79	0,90
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	13,11	14,06	12,75	12,95	11,91
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	33,9	31,9	30,0	28,2	28,2
Ratio du capital de première catégorie	12,53	12,24	11,71	10,70	10,21
Ratio du capital total	14,82	14,87	14,32	13,20	12,87
Cote de crédit					
DBRS	AA	AA	AA	AA	AA
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa2	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1
Standard & Poor's	A+	A+	A+	A+	A+
Rendement total des capitaux propres sur douze mois	67,1	25,1	21,4	(15,2)	(37,7)
Rendement de l'action	5,38	5,59	5,18	7,09	8,42
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	13,6	16,3	17,8	13,0	9,0
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,60	1,57	1,73	1,23	1,03
Profit (perte) économique net (en millions de dollars) b)	171	159	79	(87)	(219)
Rendement de l'actif moyen	0,66	0,63	0,52	0,32	0,19
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,85	1,73	1,74	1,55	1,51
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	49,3	51,7	50,8	49,7	45,6
Ratio des capitaux propres à l'actif	5,2	5,2	4,7	4,6	4,3

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

b) Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR » dans le Rapport de gestion pour une explication des résultats avant amortissement et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les

lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

c) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 2 mars 2010. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés non vérifiés pour la période terminée le 31 janvier 2010, qui sont inclus dans le présent document, et du Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, qui est inclus dans le Rapport annuel 2009 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Sommaire des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2010	Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Augmentation (Diminution) c. T4-2009	
Revenu net d'intérêts	1 532	205	15 %	90	6 %
Revenu autre que d'intérêts	1 493	378	34 %	(54)	(3 %)
Revenu	3 025	583	24 %	36	1 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	333	(95)	(22 %)	(53)	(14 %)
Hausse de la provision générale	-	-	-	-	-
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	333	(95)	(22 %)	(53)	(14 %)
Frais autres que d'intérêts	1 839	(2)	-	60	3 %
Charge d'impôts sur les bénéfices	177	248	+100 %	19	12 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	-	-
Revenu net	657	432	+100 %	10	1 %
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts) 1)	7	(1)	(16 %)	(1)	(13 %)
Revenu net avant amortissement 2)	664	431	+100 %	9	1 %
Résultat de base par action (en dollars)	1,12	0,73	+100 %	-	-
Résultat dilué par action (en dollars)	1,12	0,73	+100 %	0,01	1 %
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 2)	1,13	0,73	+100 %	-	-
Rendement des capitaux propres (RCP)	14,3 %		9,4 %		0,3 %
RCP avant amortissement 2)	14,4 %		9,2 %		0,2 %
Ratio de productivité	60,8 %		(14,6 %)		1,3 %
Ratio de productivité avant amortissement 2)	60,5 %		(14,5 %)		1,3 %
Lever d'exploitation	24,0 %		n.s.		n.s.
Lever d'exploitation avant amortissement 2)	23,9 %		n.s.		n.s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,85 %		0,34 %		0,12 %
Taux d'imposition effectif	20,8 %		61,8 %		1,6 %
Ratios de capital :					
Ratio du capital de première catégorie	12,53 %		2,32 %		0,29 %
Ratio du capital total	14,82 %		1,95 %		(0,05 %)
Revenu net :					
Services bancaires Particuliers et entreprises	420	71	20 %	(1)	-
PE Canada	403	88	28 %	5	1 %
PE États-Unis	17	(17)	(51 %)	(6)	(27 %)
Groupe Gestion privée	113	45	68 %	7	8 %
BMO Marchés des capitaux	248	71	40 %	(40)	(14 %)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	(124)	245	66 %	44	25 %
Revenu net de BMO Groupe financier	657	432	+100 %	10	1 %

1) L'amortissement d'actifs incorporels non liés à des acquisitions n'entre pas en ligne de compte pour déterminer le revenu net avant amortissement.

2) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR figurant à la fin du rapport de gestion, qui porte sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

n.s. - non significatif

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances de BMO ont signé des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la période terminée le 31 janvier 2010 et portant également sur la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. La direction de BMO, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2010, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de BMO, telles qu'elles sont définies par la Securities and Exchange Commission et par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant; assurent que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO; et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites intrinsèques, le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peut fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'il ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent document, incluant les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ce document avant sa publication.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2009 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2010 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 32 et 33 du Rapport annuel 2009 de BMO, qui décrivent en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine ainsi qu'aux conditions de marché générales et à l'ensemble de leurs répercussions sur nos activités, incluant ce qui est décrit sous la rubrique intitulée Perspectives économiques et survol, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités stratégiques, de nos objectifs et de nos attentes pour ce qui est de nos activités. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

Perspectives économiques et survol

Stimulée par des taux d'intérêt qui n'ont jamais été aussi bas et une politique budgétaire expansionniste, l'économie canadienne est en voie d'émerger de la récession. Les dépenses à la consommation affichent une légère tendance à la hausse, les ventes d'automobile revenant peu à peu à leurs niveaux habituels. Les prix et les ventes de logements ont atteint de nouveaux sommets grâce aux faibles taux hypothécaires et à des marchés de l'emploi plus vigoureux. À la mi-février, le ministre des Finances du Canada a annoncé des mesures visant à consolider la reprise dans le secteur immobilier et à empêcher la formation d'une bulle spéculative à cause de l'endettement hypothécaire excessif des consommateurs. En réaction à la hausse des prix des marchandises et à un regain de confiance, les entreprises recommencent à investir, mais leur demande de crédit demeure faible. Soutenue par des taux d'intérêt toujours très faibles, l'économie devrait croître quelque peu en 2010, et ce, même s'il est probable que la vigueur du dollar canadien et la faiblesse de la demande aux États-Unis freineront les exportations. Le raffermissement de la demande au Canada devrait favoriser l'essor du crédit aux particuliers et des prêts hypothécaires à l'habitation. Le taux de chômage diminuera sans doute un peu en 2010. La Banque du Canada devrait commencer cet été à resserrer sa politique monétaire, ce qui, conjugué à de meilleurs prix des marchandises, pourrait créer la parité entre les dollars canadien et américain.

Aiguillonnée par des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes, l'économie américaine se relève de sa pire récession des sept dernières décennies. Les marchés de l'habitation se sont stabilisés grâce à des taux hypothécaires exceptionnellement bas et à des encouragements fiscaux. Les dépenses des consommateurs et les investissements des entreprises ont légèrement augmenté et les exportations se raffermissent encore grâce au repli du dollar américain et à l'accroissement de la demande à l'échelle mondiale. L'économie devrait afficher une certaine croissance en 2010, mais demeurera accablée par l'endettement élevé des ménages, le nombre toujours important de saisies et la mollesse continue des marchés de l'immobilier commercial. Également, il est prévu que la demande de prêts de la part des consommateurs et des entreprises s'améliorera dans le reste de l'année, mais restera léthargique. Le taux de chômage devrait être encore élevé en 2010, ce qui inciterait la Réserve fédérale à maintenir à près de zéro ses taux à un jour jusqu'à l'automne. Certaines activités sur les marchés financiers devraient continuer de s'intensifier dans la foulée du redressement continu des marchés du crédit et de l'économie.

La présente section qui traite des perspectives économiques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices en dollars américains de BMO ont baissé par rapport à ce qu'ils étaient aux premier et quatrième trimestres de 2009 en raison du recul du dollar américain. Le taux de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût d'un dollar américain en dollars canadiens, a fléchi de 14 % depuis un an et de 2 % en regard de la moyenne du quatrième trimestre de 2009. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2010	
	c. T1-2009	c. T4-2009
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période courante	1,0587	1,0587
Période précédente	1,2271	1,0827
Revenu augmenté (diminué)	(128)	(18)
Frais diminués (augmentés)	70	10
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	31	4
Impôts sur les bénéfices diminués (augmentés)	14	2
Revenu net augmenté (diminué)	(13)	(2)

Au début de chaque trimestre, BMO détermine si elle doit ou ne doit pas prendre part à des opérations de couverture qui sont censées compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net libellé en dollars américains prévu pour ces trois mois. Ainsi, les activités de couverture atténuent l'incidence des fluctuations du taux de change au cours d'un trimestre. Cependant, elles ne visent pas à annuler les répercussions de telles fluctuations d'un exercice à l'autre ou d'un trimestre à l'autre. Le dollar américain s'est quelque peu replié au cours du trimestre à l'étude, passant de 1,0819 \$ canadien qu'il représentait au 31 octobre 2009 à une moyenne de 1,0587 \$ canadien. Par conséquent, les opérations de couverture se sont soldées par un gain après impôts de 1 million de dollars pour le trimestre. Au cours des périodes à venir, les gains ou pertes résultant de telles opérations dépendront à la fois des fluctuations des monnaies et du montant des opérations de couverture sous-jacentes, car celles-ci sont conclues chaque trimestre en fonction du revenu net prévu en dollars américains pour les trois mois suivants.

Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices.

Autres mesures de la valeur

Le profit économique net du premier trimestre s'établit à 171 millions de dollars (voir la section Mesures non conformes aux PCGR), comparativement à 159 millions au quatrième trimestre et à un montant négatif de 219 millions au premier trimestre de 2009.

Pour la période de cinq ans terminée le 31 janvier 2010, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO est de 3,5 %.

Revenu net

Comparaison du premier trimestre de 2010 et du premier trimestre de 2009

Le revenu net s'établit à 657 millions de dollars pour le premier trimestre de 2010, en hausse de 432 millions par rapport à la même période l'an dernier. Le résultat par action se chiffre à 1,12 \$, contre 0,39 \$. Les résultats du même trimestre de 2009 tenaient compte d'un montant de 169 millions après impôts (0,32 \$ par action) au titre d'une charge liée à une entité canadienne de protection de crédit, tel qu'il est indiqué dans la section Éléments notables qui figure à la fin du Rapport de gestion.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont baissé de 95 millions de dollars puisque le contexte de crédit aux États-Unis était moins propice il y a un an.

Le revenu net de PE Canada a fortement augmenté, se renforçant de 88 millions de dollars ou de 28 %. Chacune de ses unités des services aux particuliers, des services aux entreprises et des services de cartes a accru son revenu net, les volumes de la plupart de ses secteurs se sont améliorés et leur marge nette d'intérêts s'est élargie.

Le revenu net de PE États-Unis a baissé de 17 millions de dollars canadiens, ou de 12 millions de dollars américains, pour se situer à 16 millions de dollars américains. Les revenus provenant de l'élargissement des marges sur les prêts ont été plus que contrebalancés par la contraction de celles dégagées par les dépôts, par la hausse de l'incidence des prêts douteux depuis un an et par le fait que, au cours du premier trimestre de 2009, la provision constituée au titre du litige impliquant Visa avait été réduite.

Le revenu net du groupe Gestion privée a monté de 45 millions de dollars ou de 68 % grâce à la progression de celui enregistré par tous ses secteurs, ce qui inclut les 7 millions résultant de l'inclusion de BMO Société d'assurance-vie. Les résultats du même trimestre de l'exercice précédent tenaient compte d'une charge de 17 millions (11 millions après impôts) liée à la décision d'aider certains de nos clients américains à composer avec la mauvaise conjoncture des marchés financiers en rachetant des titres à enchères qu'ils détenaient dans leur compte.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a monté de 71 millions de dollars ou de 40 %. Les revenus ont affiché une forte hausse, ce qui a été atténué par l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances et par l'accroissement des coûts de rémunération du personnel par suite de l'amélioration du rendement au chapitre des revenus. Les résultats d'il y a un an reflétaient des charges importantes qui avaient été constatées à cause de l'essoufflement des marchés financiers.

La perte des Services d'entreprise, d'un montant de 124 millions de dollars, a baissé de 245 millions depuis un an grâce essentiellement à la progression des revenus et à la diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances. Le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs a diminué par suite des mesures prises par la direction et de la plus grande stabilité des conditions de marché. Également, des gains d'évaluation à la valeur de marché sur les activités de couverture ont été constatés au cours du trimestre à l'étude, alors que des pertes l'avaient été au cours du premier trimestre de l'exercice précédent. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus de titrisation.

Comparaison du premier trimestre de 2010 et du quatrième trimestre de 2009

Le revenu net s'est amélioré de 10 millions de dollars ou de 1,4 % depuis le quatrième trimestre. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont, quant à elles, fléchi de 53 millions.

Soutenu par l'essor des volumes et l'élargissement de la marge nette d'intérêts, le revenu net de PE Canada s'est renforcé de 5 millions de dollars ou de 1,5 %.

Le revenu net de PE États-Unis a baissé de 6 millions de dollars canadiens, ou de 5 millions de dollars américains, pour se chiffrer à 16 millions de dollars américains. Cette baisse a été causée par la contraction des marges sur les dépôts et des gains sur les ventes de prêts hypothécaires, facteurs compensés en partie par de meilleures marges sur les prêts.

Le revenu net du groupe Gestion privée s'est renforcé de 7 millions de dollars ou de 8,0 %. Les revenus ont légèrement augmenté depuis le trimestre précédent puisque leur forte croissance dans la plupart des secteurs a été contrebalancée en partie par divers petits éléments qui les ont affaiblis. Les frais ont quelque peu diminué depuis le quatrième trimestre.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux s'est contracté de 40 millions de dollars ou de 14 %. La faible amélioration des revenus a été plus qu'annulée par l'accroissement des dotations à la provision pour pertes sur créances et des frais autres que d'intérêts. La hausse de ces frais est en grande partie attribuable à l'augmentation de la rémunération variable, les coûts à ce chapitre ayant été abaissés au quatrième trimestre afin que la charge de la rémunération variable annuelle reflète les attributions finales de rémunération.

La perte des Services d'entreprise, d'un montant de 124 millions de dollars, a diminué de 44 millions depuis le quatrième trimestre de 2009, ce qui est essentiellement imputable à la réduction des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Revenu

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios connexes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Le revenu total a augmenté de 583 millions de dollars ou de 24 % par rapport à la même période l'an dernier. La dépréciation du dollar américain a comprimé les revenus de 128 millions ou de 5,2 points de pourcentage depuis un an, ce qui a touché principalement BMO Marchés des capitaux et le groupe Gestion privée. Chaque groupe d'exploitation a vu ses revenus augmenter, sauf PE États-Unis, dont les revenus, en dollars américains, ont légèrement reculé.

Les revenus ont progressé de 36 millions de dollars ou de 1,2 % en regard du quatrième trimestre de 2009. Le repli du dollar américain a réduit les revenus de 18 millions ou de 0,6 point de pourcentage.

Les variations du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 205 millions de dollars ou de 15 % par rapport à la même période l'an dernier en raison de la forte hausse de celui de PE Canada et des Services d'entreprise. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 34 points de base pour s'établir à 1,85 %. Tant PE Canada que PE États-Unis et Services d'entreprises ont affiché des hausses à ce chapitre. Dans le cas de PE Canada, l'amélioration a découlé surtout des mesures prises en 2009 pour atténuer les conséquences de la montée des coûts de financement à long terme ainsi que du fait que l'essor des dépôts a surpassé celle des prêts. Quant à PE États-Unis, la progression enregistrée est imputable à l'accroissement des marges sur les prêts et à la diminution des niveaux d'actifs, facteur atténué par la compression des marges sur les dépôts. La hausse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a résulté principalement des mesures mises de l'avant par la direction pour réduire le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs ainsi que de conditions de marché plus stables.

Marge nette d'intérêts (bic)*

(en points de base)	T1-2010	Augmentation (Diminution) c. T1-2009	Augmentation (Diminution) c. T4-2009
PE Canada	295	24	5
PE États-Unis	327	22	1
Services bancaires Particuliers et entreprises	300	23	4
Groupe Gestion privée**	281	(141)	(10)
BMO Marchés des capitaux	101	(6)	20
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)***	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	185	34	12
Total des services de détail au Canada****	294	3	13

* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO est présentée selon les PCGR.

** L'acquisition par le groupe GP, au deuxième trimestre de 2009, de BMO Société d'assurance-vie, a donné lieu à l'ajout d'actifs productifs de revenu autre que d'intérêts, ce qui compte pour 123 points de base de la réduction d'un exercice à l'autre de la marge nette d'intérêts du groupe GP. Compte tenu du rajustement visant à exclure l'incidence de l'acquisition, la marge nette d'intérêts du groupe GP a diminué de 18 points de base d'un exercice à l'autre.

*** Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise est négatif et abaisse la marge nette d'intérêts globale de BMO dans une plus grande mesure en 2009 qu'en 2010.

**** La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe GP.

n.s. - non significatif

Revenu autre que d'intérêts

Les états financiers consolidés non vérifiés ci-joints renferment plus de détails au sujet du revenu autre que d'intérêts. Ce revenu a augmenté de 378 millions de dollars ou de 34 % par rapport à la même période l'an dernier. Tel qu'il est indiqué dans la section Éléments notables, cette amélioration a découlé en partie du fait qu'une charge de 248 millions liée à l'entité canadienne de protection de crédit avait été constatée un an plus tôt. Cette charge avait été présentée comme une baisse de 177 millions des gains (pertes) sur titres, autres que de négociation, et comme une réduction de 71 millions du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation.

Le revenu autre que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a augmenté très fortement, ce qui découle essentiellement du fait que, au premier trimestre de 2009, des charges liées aux actifs de banque d'affaires et un élément notable avaient été inscrits. Les activités de banque d'investissement se sont encore intensifiées grâce à une meilleure conjoncture, et les commissions sur prêts ont

L'actif productif moyen a régressé de 20 milliards de dollars ou de 5,7 % en regard d'il y a un an, ou de 2 milliards après rajustement afin d'exclure l'incidence du recul du dollar américain. En dollars canadiens, la baisse a résulté avant tout d'une réduction de l'actif productif moyen de BMO Marchés des capitaux par suite principalement d'une diminution des prêts aux grandes entreprises, des actifs de négociation et des soldes de liquidités. PE Canada a aussi enregistré une hausse de son actif productif moyen par suite de l'essor des volumes, tout comme l'a fait le groupe Gestion privée, et ce, en grande partie grâce à l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie.

Par rapport au quatrième trimestre, le revenu net d'intérêts a augmenté de 90 millions de dollars ou de 6,2 %, ce qui s'explique essentiellement par l'accroissement du revenu de BMO Marchés des capitaux et par forte hausse pour PE Canada. La marge nette d'intérêts de BMO s'est améliorée de 12 points de base en raison des augmentations de celle de PE Canada et de BMO Marchés des capitaux. La progression constatée par PE Canada a découlé de l'augmentation des volumes des produits les plus rentables. Quant à celle de BMO Marchés des capitaux, elle provient en grande partie des marges plus importantes qu'ont dégagées ses activités de négociation. L'actif productif moyen a baissé de 3 milliards de dollars en raison surtout de l'incidence du recul du dollar américain.

elles aussi augmenté. Quant aux revenus de négociation, ils se sont, en comparaison d'il y a un an, établis à des niveaux plus courants, la plus grande stabilité des marchés ayant raréfié les occasions et les marges s'étant rétrécies. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée a lui aussi connu une forte augmentation, ce qui reflète l'apport de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie, l'augmentation des commissions et droits sur titres et la montée des revenus de fonds d'investissement. De plus, les résultats d'il y a un an tenaient compte de charges de 17 millions de dollars liées à la décision d'aider certains de nos clients américains à composer avec le manque de tonus des marchés boursiers en rachetant des titres à enchères qu'ils détenaient dans leur compte.

Les revenus de titrisation se sont repliés de 92 millions de dollars par rapport aux trois mêmes mois de l'exercice précédent, pour s'établir à 172 millions, ce qui reflète une diminution de 3,7 milliards de dollars des actifs titrisés. Les revenus incluent des gains de 9 millions réalisés à la vente de prêts dans le cadre de

nouvelles opérations de titrisation, gains en baisse de 17 millions par rapport à la période correspondante de 2009, ainsi que des gains de 113 millions générés par la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement, soit 43 millions de moins qu'il y a un an. Les titrisations ont réduit le revenu d'intérêts (133 millions de moins) du trimestre ainsi que les frais de cartes de crédit (117 millions de moins) et les dotations à la provision pour pertes sur créances (53 millions de moins). L'incidence combinée des titrisations d'actifs au cours de la période considérée et des périodes antérieures a réduit de 25 millions le revenu avant impôts du trimestre à l'étude. Nous titrisons des prêts essentiellement dans le but d'avoir accès à des sources de financement de substitution économiques. Au cours du trimestre, nous avons titrisé 337 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation. Les opérations de titrisation sont expliquées en détail à la note 3 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés ci-joints.

Par rapport au quatrième trimestre, le revenu autre que d'intérêts s'est contracté de 54 millions de dollars ou de 3,5 %, ce qui a découlé de la diminution des revenus de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise. Le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation et les commissions sur prêts de BMO Marchés des capitaux ont fléchi, ce qui a été compensé en partie par des gains sur titres de placement, par l'intensification des activités de fusion et d'acquisition ainsi que de prise ferme de titres d'emprunt et aussi par la montée des revenus provenant des commissions. Le revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise rend compte de la baisse des revenus de titrisation.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts sont présentés de manière plus détaillée dans les états financiers consolidés non vérifiés ci-joints. Ces frais ont diminué de 2 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier, pour s'établir à 1 839 millions. Le repli du dollar américain les a réduits de 70 millions ou de 3,7 points de pourcentage, alors que les entreprises acquises les ont haussés de 23 millions. Les frais qui ont baissé sont les salaires, par suite de la diminution du nombre d'employés et des indemnités de licenciement, les frais informatiques ainsi que les honoraires. Les résultats inscrits un an plus tôt tenaient compte d'une charge au titre des indemnités de licenciement de 24 millions qu'avait constatée BMO Marchés des capitaux. La rémunération liée au rendement a augmenté en raison surtout de l'excellence des résultats de BMO Marchés des capitaux et du groupe Gestion privée en comparaison de ce qu'ils étaient il y a un an. La réduction des frais en 2010 témoigne notamment de l'efficacité continue de nos mesures de gestion des coûts, incluant une compression de l'effectif, laquelle s'était traduite par la charge liée aux indemnités de licenciement que nous avons constatée au deuxième trimestre de 2009.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à 23,9 % pour le trimestre à l'étude car les revenus ont fortement augmenté et les frais ont été gérés avec beaucoup de rigueur. Le ratio de productivité avant amortissement est de 60,5 % (58,8 % exclusion faite de la rémunération à base d'actions destinée aux employés admissibles à la retraite).

Par rapport au quatrième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 60 millions de dollars ou de 3,4 %. Leur hausse est notamment imputable aux coûts de 51 millions de la rémunération à base d'actions des employés admissibles à la

retraite, coûts qui sont inscrits une fois l'an, au premier trimestre. Ce facteur a été contrebalancé en partie par l'incidence, d'un montant de 10 millions, du repli du dollar américain. Après rajustement pour tenir compte de ces éléments, les frais autres que d'intérêts ont enregistré une hausse de 19 millions, en raison surtout de l'augmentation de la rémunération variable, ce qui témoigne de la montée des revenus, ainsi que de la hausse des coûts des avantages sociaux. Représentant les attributions de rémunération, les coûts de la rémunération variable constatés par BMO Marchés des capitaux avaient été réduits au quatrième trimestre.

Les législateurs américains ont proposé d'imposer une « taxe sur la responsabilité de la crise financière » aux institutions financières américaines dont les actifs dépassent une certaine limite. Selon les propositions annoncées, certains, sinon la totalité, de nos établissements américains seraient assujettis à cette taxe. Pour l'heure, il est incertain que ces propositions seront entérinées par la loi dans leur forme actuelle ni même qu'elles le seront.

Gestion des risques

Le redressement des marchés financiers se poursuit et les consommateurs et les entreprises reprennent graduellement confiance. Les pertes d'emploi ont ralenti et il appert qu'elles seront bientôt chose du passé. Au Canada, la création d'emplois affiche une tendance certes à la hausse, mais peu prononcée. Aux États-Unis, la création d'emplois demeure léthargique et le chômage, élevé, ce qui pèse lourd sur l'économie. Le solde brut des nouveaux prêts douteux semble fléchir en regard de ce qu'il était en 2009, même si un mouvement de migration négative se poursuit, mais à un rythme plus lent. Les niveaux de nouveaux prêts douteux et la migration du crédit pourraient fluctuer d'un trimestre à l'autre.

L'intensification de la migration du crédit dans divers portefeuilles, soit surtout les portefeuilles américains de prêts aux particuliers et de prêts immobiliers aux entreprises, constitue toujours le principal risque auquel nous sommes exposés. Les prêts en défaut des portefeuilles de la clientèle de détail au Canada sont en voie de se stabiliser, mais sont encore relativement élevés.

Aux États-Unis, les pertes demeurent elles aussi importantes, mais les portefeuilles de la clientèle de détail enregistrent toujours un meilleur rendement en matière de crédit que ceux de nos pairs qui sont membres de la *Risk Management Association* des États-Unis. Nous prévoyons que certains secteurs, dont ceux de l'immobilier commercial américain, des produits forestiers et de la fabrication, continueront de subir des pressions en 2010. Nos prévisions pour l'année à venir sont empreintes de prudence et nous gérons nos portefeuilles en conséquence.

Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances du premier trimestre de 2010 totalisent 333 millions de dollars, contre 386 millions au quatrième trimestre de 2009 et 428 millions au premier trimestre de ce même exercice, et elles représentent un résultat annualisé de 79 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, comparativement à 89 points de base au quatrième trimestre de 2009, à 90 points de base au premier trimestre de l'exercice précédent et à une moyenne de 39 points de base pour les cinq derniers exercices.

Sur le plan géographique, les dotations à la provision spécifique au Canada et dans d'autres pays sont de 143 millions de dollars pour le premier trimestre de 2010, contre 126 millions au

quatrième trimestre de 2009 et 111 millions pour les trois premiers mois de cet exercice. Quant à celles constatées aux États-Unis durant ces mêmes périodes, elles se sont établies à 190 millions, à 260 millions et à 317 millions, respectivement.

Aux termes de la méthode que BMO utilise pour présenter ses résultats sectoriels, les pertes sur créances prévues sont imputées chaque trimestre aux groupes d'exploitation clients en fonction de leur quote-part de telles pertes pour un cycle économique. L'écart entre les charges trimestrielles calculées en fonction des pertes prévues et les dotations à la provision trimestrielles requises, compte tenu des pertes réelles, est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise. Les paragraphes qui suivent indiquent les pertes sur créances par groupe d'exploitation client et en fonction de ses pertes sur créances réelles et non d'après sa quote-part des pertes sur créances prévues.

Au premier trimestre de 2010, le montant réel des pertes sur créances, par groupe d'exploitation, est de 190 millions de dollars pour PE Canada, de 131 millions pour PE États-Unis, de 5 millions pour le groupe Gestion privée et de 60 millions pour BMO Marchés des capitaux. Les pertes de 190 millions de PE Canada tiennent compte de celles de 53 millions sur des actifs titrisés qui sont prises en compte en tant que réduction du revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise aux termes de notre mode de présentation des opérations de titrisation et ne sont donc pas incluses dans les dotations à la provision spécifique de BMO, d'un montant de 333 millions.

Au quatrième trimestre de 2009, le montant réel des pertes sur créances, par groupe d'exploitation, était de 177 millions de dollars pour PE Canada (ce qui inclut des pertes de 53 millions sur des actifs titrisés qui sont présentées en tant que réduction du revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise), de 149 millions pour PE États-Unis, de 20 millions pour le groupe Gestion privée et de 93 millions pour BMO Marchés des capitaux.

Au premier trimestre de 2009, le montant réel des pertes sur créances, par groupe d'exploitation, était de 143 millions de dollars pour PE Canada (ce qui inclut des pertes de 32 millions sur des actifs titrisés qui sont présentées en tant que réduction du revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise), de 192 millions pour PE États-Unis, de 1 million pour le groupe Gestion privée et de 124 millions pour BMO Marchés des capitaux.

Aucune dotation à la provision générale n'a été constatée au cours du trimestre à l'étude, au cours du quatrième trimestre de 2009 ou ni au cours des trois mois correspondants de l'exercice précédent. La hausse du solde de cette provision durant le trimestre est imputable à l'acquisition des créances sur cartes de crédit de Diners Club, ce qui a été contrebalancé en partie par les fluctuations des taux de change.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'élève à 456 millions de dollars pour le trimestre, ce qui est moindre que les 735 millions du trimestre précédent et les 712 millions inscrits il y a un an. Les nouveaux prêts douteux aux États-Unis ont encore compté pour plus de la moitié de l'ensemble des nouveaux prêts douteux de BMO. Pour le trimestre à l'étude, les ventes de prêts douteux se chiffrent à 3 millions, comparativement à 3 millions au quatrième trimestre de 2009 et à néant au premier trimestre de ce même exercice. Le solde brut des prêts douteux totalisait 3 134 millions à la fin de la période à l'étude, comparativement à 3 297 millions à la fin du quatrième trimestre et à 2 666 millions à la fin du premier trimestre de 2009.

La provision totale pour pertes sur créances s'établit à 1 943 millions de dollars, comparativement à 1 902 millions au trimestre précédent. Cette provision est constituée d'une provision spécifique de 613 millions et d'une provision générale de 1 330 millions. La provision générale vise à couvrir toute perte de valeur du portefeuille de crédit qui ne peut être associée à des prêts précis, et elle est réévaluée chaque trimestre.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure composé en majeure partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, lesquels sont plus stables et bien diversifiés. Les prêts aux particuliers et les prêts aux entreprises représentaient 81,2 % du portefeuille de prêts à la fin du trimestre, contre 80,0 % au trimestre précédent et 73,1 % il y a un an. Les prêts garantis constituent environ 87,6 % du portefeuille total de prêts aux particuliers. Exclusion faite des prêts sur cartes de crédit, quelque 90,1 % des prêts aux particuliers sont garantis.

Aux États-Unis, le portefeuille de prêts aux particuliers totalise environ 15,5 milliards de dollars américains et comprend essentiellement trois grandes catégories d'actifs, soit des prêts hypothécaires de premier rang à l'habitation (35 %), des prêts sur valeur domiciliaire (33 %) et des prêts automobiles indirects (27 %). Pour ce qui est de la zone euro, les risques auxquels BMO est exposé au Portugal, en Irlande, en Italie, en Grèce et en Espagne relèvent essentiellement de produits de trésorerie et de financement du commerce international d'institutions financières et d'administrations publiques. Dans l'ensemble, ces risques sont considérés comme pouvant faire l'objet d'une gestion efficace.

Le cadre de gestion du risque de liquidité et de financement ainsi que du risque de marché de BMO et les principales mesures de ces risques sont exposés aux pages 82 à 87 du Rapport annuel 2009.

L'ampleur du risque de liquidité et de financement n'a pas varié de façon significative durant le trimestre. Nous sommes toujours convaincus que notre cadre de gestion de ce risque nous protège adéquatement. Au cours du trimestre, nos positions de liquidité et de financement se sont renforcées, comme en témoigne la hausse de 2,6 milliards de dollars de notre encaisse et de 4,4 milliards de nos dépôts de base. Ces dépôts constituent une source de financement fort stable car ils sont généralement moins sensibles aux variations des conditions de marché que le sont les blocs de dépôts, lesquels sont d'un montant plus élevé. Les dépôts de base sont constitués des soldes des comptes courants et d'épargne, ainsi que de petits dépôts à terme. Au cours du trimestre, des organismes de réglementation à l'échelle internationale ont publié, à des fins de consultation, des propositions sur la liquidité, qui, si elles sont adoptées dans leur forme actuelle, se traduiront par une hausse des coûts de gestion du risque de liquidité et de financement. De concert avec les autres banques canadiennes et le BSIF, BMO participe à la réalisation d'une étude internationale sur l'incidence des changements proposés.

Les réductions des positions et la diminution du risque de taux d'intérêt, après évaluation à la valeur de marché, constituent les principaux facteurs à l'origine de la baisse des expositions au risque lié à la valeur de marché de nos activités de négociation et de prise ferme d'un trimestre à l'autre. Depuis le début de l'exercice 2010, nous ne présentons plus la volatilité du revenu net pour les portefeuilles de négociation et de prise ferme car elle n'est pas considérée une mesure clé du risque de marché. Hormis ce changement, nous n'avons apporté aucune modification

d'importance à nos méthodes de gestion du risque inhérent à nos activités de négociation et de prise ferme durant le trimestre.

Aucun changement majeur n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre. Comme l'illustrent la diminution de la volatilité du revenu net et la sensibilité de celui-ci à une baisse des taux d'intérêt qui sont

présentées dans les tableaux ci-après, ce risque a diminué, et ce, en grande partie à cause du recalibrage du modèle.

Cette section sur la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2010	T4-2009	T1-2009
Nouvelles dotations à la provision spécifique	401	448	483
Reprises sur provisions établies précédemment	(23)	(20)	(19)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(45)	(42)	(36)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	333	386	428
Hausse de la provision générale	-	-	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances	333	386	428
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,79 %	0,89 %	0,90 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,79 %	0,89 %	0,90 %

Variation du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

SBPAD au début de la période	3 297	2 913	2 387
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	456	735	712
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	(265)	(16)	58
Radiations	(354)	(335)	(491)
SBPAD à la fin de la période	3 134	3 297	2 666
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	1,83 %	1,94 %	1,39 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	13,11 %	14,06 %	11,91 %

1) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts aux particuliers qui n'ont pas été comptabilisées dans les nouveaux prêts douteux (T1-10 : 193 millions de dollars; T4-09 : 189 millions de dollars; T1-09 : 158 millions de dollars).

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010				Au 31 octobre 2009
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre
Risque lié aux produits de base	(0,4)	(0,6)	(1,4)	(0,3)	(0,7)
Risque lié aux actions	(8,0)	(7,4)	(15,8)	(5,0)	(10,2)
Risque lié au change	(6,9)	(8,7)	(12,5)	(0,8)	(0,8)
Risque lié aux taux d'intérêt (évaluation à la valeur de marché) 1)	(8,7)	(14,3)	(22,5)	(8,7)	(18,4)
Diversification	8,8	14,2	n.s.	n.s.	11,4
Risque global	(15,2)	(16,8)	(23,1)	(13,1)	(18,7)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(6,4)	(5,5)	(6,9)	(3,9)	(7,3)
Risque lié à l'émetteur	(2,1)	(2,1)	(3,1)	(1,6)	(1,9)
Risque total lié à la valeur de marché	(23,7)	(24,4)	(31,0)	(18,8)	(27,9)

n.s. - non significatif

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

1) Les mesures excluent les titres transférés dans le portefeuille de titres disponibles à la vente.

Exposition du portefeuille structurel inscrit au bilan à la valeur de marché et volatilité du revenu net (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens)	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Exposition à la valeur de marché (avant impôts)	(575,8)	(543,2)
Volatilité du revenu net sur 12 mois (après impôts)	(41,2)	(69,0)

* Les pertes sont entre parenthèses. Elles sont mesurées selon un niveau de confiance de 99 %.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)* **

(équivalent en dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)		Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir (après impôts)	
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Hausse de 100 points de base	(372,2)	(353,2)	13,5	11,0
Baisse de 100 points de base	250,2	254,2	11,9	(75,6)
Hausse de 200 points de base	(814,1)	(779,2)	(3,5)	(10,6)
Baisse de 200 points de base	437,0	392,8	15,4	(62,9)

* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

** Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt donne lieu à une augmentation de 80 millions de dollars du revenu net après impôts et à une augmentation de 239 millions de dollars de la valeur économique avant impôts pour les activités d'assurance de BMO, y compris BMO Société d'assurance-vie (les activités acquises de La Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt donne lieu à une diminution de 66 millions de dollars du revenu net après impôts et à une diminution de 245 millions de dollars de la valeur économique avant impôts. Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

Impôts sur les bénéfices

Comme il est expliqué à la section Revenu, la direction évalue les résultats consolidés de BMO ainsi que les charges d'impôts sur les bénéfices connexes selon les PCGR. Nous évaluons le rendement des groupes d'exploitation et présentons leurs résultats ainsi que les impôts sur les bénéfices connexes sur une base d'imposition comparable.

La charge d'impôts sur les bénéfices est de 177 millions de dollars, ce qui signale une augmentation de 248 millions depuis le premier trimestre de 2009 et de 19 millions par rapport au quatrième trimestre de ce même exercice. Le taux d'imposition effectif pour le trimestre à l'étude est de 20,8 %, comparativement à un taux de recouvrement de 41,0 % au premier trimestre de 2009 et à un taux d'imposition de 19,2 % au quatrième trimestre de 2009. Le fait d'avoir enregistré un taux d'imposition effectif pour le trimestre à l'étude au lieu d'un taux de recouvrement comme pour les trois mêmes mois de l'exercice précédent est essentiellement attribuable à la proportion moins élevée de revenus dégagés dans les territoires où les taux sont plus bas, ce qui a été atténué par la hausse du revenu exonéré d'impôts. En regard du quatrième trimestre de 2009, la hausse du taux d'imposition effectif a résulté surtout de la diminution des recouvrements d'impôts sur les bénéfices des périodes antérieures, facteur atténué par la progression du revenu exonéré d'impôts.

BMO couvre le risque de change qui découle de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte découlant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé découlant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou une économie d'impôts sur les bénéfices durant la période en cours, ce qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge ou l'économie d'impôts qui découle d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture des investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné une charge d'impôts sur les bénéfices affectée aux capitaux propres de 39 millions de dollars pour le trimestre. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2010	T4-2009	T3-2009	T2-2009	T1-2009	T4-2008	T3-2008	T2-2008
Revenu total	3 025	2 989	2 978	2 655	2 442	2 813	2 746	2 620
Dotation à la provision pour pertes sur créances – spécifique	333	386	357	372	428	315	434	151
Dotation à la provision pour pertes sur créances – générale	-	-	60	-	-	150	50	-
Frais autres que d'intérêts	1 839	1 779	1 873	1 888	1 841	1 818	1 782	1 680
Revenu net	657	647	557	358	225	560	521	642
Résultat de base par action (en dollars)	1,12	1,12	0,97	0,61	0,39	1,06	1,00	1,25
Résultat dilué par action (en dollars)	1,12	1,11	0,97	0,61	0,39	1,06	0,98	1,25
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	1,85	1,73	1,74	1,55	1,51	1,71	1,58	1,47
Taux d'imposition effectif (%)	20,8	19,2	16,4	4,4	(41,0)	(9,2)	(12,2)	16,3
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	1,06	1,08	1,11	1,24	1,23	1,11	1,01	1,01
Revenu net								
PE Canada	403	398	362	340	315	297	297	299
PE États-Unis	17	23	24	22	34	12	28	30
Services bancaires Particuliers et entreprises	420	421	386	362	349	309	325	329
Groupe Gestion privée	113	106	113	72	68	77	119	115
BMO Marchés des capitaux	248	288	344	247	177	291	264	188
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(124)	(168)	(286)	(323)	(369)	(117)	(187)	10
BMO Groupe financier	657	647	557	358	225	560	521	642

Les tendances trimestrielles du revenu net de BMO sont examinées en détail aux pages 93 et 94 du Rapport annuel 2009. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats obtenus du deuxième trimestre de 2008 au premier trimestre de 2010, inclusivement.

Des éléments notables ont eu une incidence sur les revenus de BMO Marchés de capitaux en 2008 ainsi qu'en 2009. Les résultats de la période allant du troisième trimestre de 2008 au quatrième trimestre de 2009, inclusivement, tenaient compte de charges liées à la détérioration des marchés financiers, charges qui ont été peu importantes dans la dernière moitié de 2009. Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont été excellents en 2009 puisque les conditions de négociation étaient alors très bonnes. Au cours du premier trimestre de 2010, une volatilité moins prononcée et le repli des marges ont affaibli les revenus de négociation, mais les activités de banque d'investissement se sont intensifiées.

PE Canada a continué de bénéficier de la forte croissance des volumes en 2009, et la part de marché de plusieurs de ses secteurs clés et les taux de fidélité de sa clientèle formée de particuliers ont progressé. Au cours du premier trimestre de 2010, PE Canada a encore réussi à accroître ses revenus et son revenu net, en regard d'il y a un an, ses volumes et sa marge nette d'intérêts ayant progressé.

PE États-Unis évolue dans un contexte économique difficile depuis 2008, et l'incidence des prêts douteux, laquelle diminue les revenus et augmente les frais, a pesé de plus en plus lourd sur ses résultats en 2009, situation qui se poursuit en 2010. Les revenus que PE États-Unis a enregistrés au quatrième trimestre de 2008 ont été affaiblis par la phase finale de l'intégration des acquisitions au Wisconsin.

Les résultats du groupe Gestion privée témoignent de la stabilité du revenu jusqu'au quatrième trimestre de 2008, période où la croissance des revenus a ralenti à cause de la baisse des actifs sous gestion et sous administration engendrée par une conjoncture fort difficile. Les niveaux de ces actifs ont été encore faibles dans la première moitié de 2009, mais se sont quelque peu redressés dans les six derniers mois de cet exercice ainsi qu'au début de 2010 grâce au raffermissement des marchés boursiers. Les charges associées aux mesures prises pour aider certains de nos clients des États-Unis à composer avec la dérive des marchés financiers ont affaibli les résultats du quatrième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009. Depuis le deuxième trimestre de 2009, les résultats tiennent compte de ceux de BMO Société d'assurance-vie.

Les résultats des Services d'entreprise se sont améliorés dans la première moitié de 2009 en raison de la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les résultats des neuf premiers mois de 2009 ont été affaiblis par le recul des revenus en raison de l'incidence des variations des taux du marché sur certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs, cette incidence ayant diminué au fil du temps en raison des mesures instaurées par la direction et de la plus grande stabilité des conditions de marché. Les résultats ont également été touchés par des charges de 118 millions de dollars au titre des indemnités de licenciement au deuxième trimestre de 2009.

Le dollar américain s'est déprécié dans la seconde moitié de 2009 ainsi qu'au premier trimestre de 2010. Un dollar américain

plus faible diminue les valeurs, après conversion, des revenus et des frais de BMO qui sont libellés dans cette devise.

Bilan

L'actif total, qui se chiffre à 398,6 milliards de dollars, a augmenté de 10,2 milliards depuis le 31 octobre 2009. La dépréciation du dollar américain a réduit de 2,2 milliards, après conversion, les actifs libellés en dollars américains. L'accroissement de 10,2 milliards reflète essentiellement la hausse des valeurs mobilières (8,3 milliards), de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (2,4 milliards), des autres actifs (1,2 milliard) et du montant net des prêts et acceptations (1,8 milliard). Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le recul des actifs dérivés (2,2 milliards) et des titres pris en pension ou empruntés (1,5 milliard).

La hausse de 8,3 milliards de dollars des valeurs mobilières a découlé essentiellement d'une augmentation de 5,8 milliards des titres de négociation et de 2,4 milliards de ceux disponibles à la vente.

L'accroissement de 2,4 milliards de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est imputable à l'essor des dépôts à vue provenant de grandes entreprises clientes. Ces dépôts sont investis à court terme auprès de la Réserve fédérale des États-Unis.

La progression de 1,8 milliard de dollars du montant net des prêts et acceptations a découlé d'une hausse de 1,0 milliard des prêts hypothécaires à l'habitation et de 1,0 milliard des prêts à tempérament consentis aux particuliers et autres prêts personnels, ce qui a résulté surtout de l'essor des prêts sur valeur domiciliaire, et enfin d'une augmentation des prêts sur cartes de crédit par suite de l'acquisition de Diners Club. La montée des prêts indiqués ci-dessus a été contrebalancée en partie par une baisse de 1,0 milliard des prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques, baisse imputable au fait que davantage de grandes sociétés clientes ont fait appel aux marchés financiers pour obtenir du financement à long terme et ont utilisé les fonds ainsi mobilisés pour réduire leur dette bancaire. L'acquisition des soldes de cartes de crédit des particuliers et des entreprises de Diners Club a accru de 0,3 milliard les prêts sur cartes de crédit et de 0,5 milliard les prêts aux entreprises et aux administrations publiques.

La diminution de 2,2 milliards de dollars des actifs financiers dérivés provient essentiellement de réductions liées aux contrats sur taux d'intérêt, sur crédit et sur marchandises, ce qui a été partiellement neutralisé par une hausse associée aux contrats de change. Une réduction comparable a été observée pour les passifs financiers dérivés.

Le repli de 1,5 milliard de dollars des titres pris en pension ou empruntés s'explique par un recul de 2,7 milliards associé à des activités de négociation moins soutenues, déduction faite du montant de 1,2 milliard qu'ont généré de nouvelles opérations par suite de l'ajout de l'équipe de prêt de titres de Paloma Securities.

Le passif et les capitaux propres se sont accrus de 10,2 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2009. Le recul du dollar américain a réduit de 2,2 milliards, après conversion, les passifs libellés dans cette monnaie. La hausse de 10,2 milliards reflète surtout l'accroissement des dépôts (4,1 milliards), des titres mis en pension ou prêtés (3,9 milliards), des titres vendus à découvert (3,9 milliards), et des capitaux propres (0,4 milliard), ce qui a été contrebalancé en partie par une diminution de 1,9 milliard des

passifs financiers dérivés et de 0,5 milliard de la dette subordonnée.

Les dépôts des particuliers, qui représentent 41 % ou 98,4 milliards de dollars du total des dépôts, ont diminué de 1,0 milliard. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui constituent 50 % ou 119,6 milliards du total des dépôts, se sont accrus de 5,8 milliards, montant dont une tranche importante est liée aux dépôts à vue des entreprises clientes, tel qu'il est indiqué ci-dessus. Les dépôts des banques, qui forment les 9 % ou les 22,3 milliards restants du total des dépôts, ont fléchi de 0,7 milliard de dollars.

La hausse nette des titres vendus à découvert est attribuable à l'intensification des activités de négociation en raison des occasions que recelaient les marchés. Les titres mis en pension ou prêtés tiennent compte d'une hausse de 1,2 milliard de dollars survenue depuis l'embauche de l'équipe de prêt de titres de Paloma Securities.

La diminution de la dette subordonnée est le résultat du remboursement de la totalité de nos billets à moyen terme, série C, tranche 1 à 4,0 % au cours du trimestre.

L'accroissement de 0,4 milliard de dollars des capitaux propres reflète principalement l'augmentation des bénéfices non répartis et l'émission d'actions ordinaires dans le cadre de notre programme de réinvestissement des dividendes et l'exercice d'options sur actions.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont présentées dans le tableau 20 figurant à la page 106 du Rapport annuel 2009. Aucun changement important dans les obligations contractuelles n'est survenu hors du cours normal des activités.

Gestion du capital

Au 31 janvier 2010, le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 12,53 %, le capital de première catégorie se situant à 20,8 milliards de dollars et l'actif pondéré en fonction des risques, à 165,7 milliards. Ce ratio demeure solide et a augmenté de 29 points de base en regard de 12,24 % au quatrième trimestre, ce qui a découlé surtout de la progression du revenu net et de la baisse de l'actif pondéré en fonction des risques. Notre excellente situation en matière de capital nous procure une marge de manœuvre dans l'exécution de nos stratégies visant la croissance et nous permettra de nous conformer aux changements réglementaires qui pourraient être apportés dans l'avenir. Au cours du trimestre, des organismes de réglementation à l'échelle internationale ont publié un document de consultation qui, s'il est adopté dans sa forme actuelle, viendra resserrer les exigences concernant le capital des banques. De concert avec les autres banques canadiennes et le BSIF, BMO participe à la réalisation d'une étude internationale sur l'incidence des changements proposés.

La progression de 292 millions de dollars du capital de première catégorie depuis le 31 octobre 2009 est essentiellement attribuable à la hausse des bénéfices non répartis ainsi qu'à l'émission d'actions ordinaires aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et à l'exercice d'options sur actions.

L'actif pondéré en fonction des risques a baissé de 1,5 milliard de dollars depuis le 31 octobre 2009 en raison surtout des conséquences de l'appréciation du dollar canadien, de la contraction des volumes de prêts aux entreprises et aux grandes entreprises et de la diminution des activités de négociation et des positions de la banque, ce qui a été atténué par la hausse des prêts à la clientèle de détail et des prêts hypothécaires.

Le ratio du capital total de BMO s'établit à 14,82 % au 31 janvier 2010. Ce ratio a fléchi de 5 points de base par rapport à 14,87 % au quatrième trimestre. Le capital total a fléchi de 304 millions de dollars pour s'établir à 24,6 milliards de dollars à cause surtout d'un remboursement de 500 millions sur la dette subordonnée, ce qui a été atténué par la hausse du capital de première catégorie dont il est fait mention ci-dessus. Notre ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction des risques est de 9,51 %, contre 9,21 % à la fin de l'exercice 2009.

Au cours du trimestre, 3 679 000 actions ont, tel qu'il est précisé ci-dessus, été émises aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions. Au cours de ces trois mois, nous n'avons racheté aucune action ordinaire de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires.

Le 2 mars 2010, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,70 \$ par action, payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit un dividende équivalent à celui d'il y a un an et à celui du trimestre précédent. Ce dividende doit être versé le 26 mai 2010 aux actionnaires inscrits le 3 mai 2010. Les détenteurs d'actions ordinaires qui choisiront de le réinvestir dans des actions ordinaires supplémentaires en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires de BMO obtiendront, au lieu de recevoir une somme en espèces, un escompte de 2 % sur le prix moyen du marché des actions ordinaires (terme défini dans le Régime).

La présente section sur la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Capital réglementaire admissible

Accord de Bâle II sur le capital réglementaire et actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars canadiens)	T1-2010	T4-2009
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 498	17 132
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	2 571	2 571
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	2 903	2 907
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	26	26
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(1 584)	(1 569)
Cumul des pertes nettes non réalisées après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	-	(2)
Capital net de première catégorie	21 414	21 065
Déductions liées à la titrisation	(177)	(168)
Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée	(85)	(61)
Investissements importants	(398)	(374)
Capital de première catégorie rajusté	20 754	20 462
Dette subordonnée	3 742	4 236
Billets de fiducie secondaires	800	800
Cumul des gains nets non réalisés après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	2	-
Provision générale pour pertes sur créances admissibles	313	296
Total du capital de deuxième catégorie	4 857	5 332
Déductions liées à la titrisation	(21)	(7)
Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée	(85)	(60)
Investissements importants/placements dans des filiales du secteur de l'assurance	(950)	(868)
Capital de deuxième catégorie rajusté	3 801	4 397
Capital total	24 555	24 859

Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars canadiens)	T1-2010	T4-2009
Risque de crédit	141 307	143 098
Risque de marché	6 385	6 578
Risque opérationnel	17 974	17 525
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	165 666	167 201

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 24 février 2010	Nombre d'actions ou montant en dollars
Actions ordinaires	555 543 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200 000 000 \$
Série 13	350 000 000 \$
Série 14	250 000 000 \$
Série 15	250 000 000 \$
Série 16	300 000 000 \$
Série 18	150 000 000 \$
Série 21	275 000 000 \$
Série 23	400 000 000 \$
Convertibles en actions ordinaires	
Actions privilégiées de catégorie B 1)	
Série 10	\$US 300 000 000 \$
Options sur actions	
– droits acquis	11 110 000
– droits non acquis	7 766 000

1) Les actions privilégiées convertibles pourront être échangées au prorata contre des actions ordinaires à des dates précises sur une base de 95 % du prix de négociation moyen de l'action ordinaire sur une période de 20 jours se terminant quatre jours avant la date de l'échange.

La note 21 aux états financiers vérifiés, aux pages 144 et 145 du Rapport annuel 2009 traitent en détail du capital-actions.

Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005, comme étant des « dividendes admissibles ».

Cotes de crédit

Au cours du trimestre, Moody's Investor Service (Moody's) a réduit d'un cran la cote à long terme de la Banque de Montréal et ses filiales, la faisant passer de Aa2 à Aa1, et a attribué de nouveau à cette cote des perspectives stables. Les cotes des trois autres grandes agences de notation sont demeurées les mêmes avec des perspectives stables et, à l'instar de celle de Moody's, elles sont réservées à des émissions de premier ordre et de grande qualité. Ces cotes sont les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch et A+ pour Standard & Poor's.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons certains services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous proposons à nos employés un éventail précis de produits de prêts hypothécaires et autres prêts qui sont assortis des taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options sur actions et les unités d'actions différées qui sont attribuées aux administrateurs ainsi que les contrats de prêt à taux réduit conclus avec les dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 28 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 156 de notre Rapport annuel 2009.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit et les entités à détenteurs de droits variables, lesquels sont décrits à la page 70 de notre Rapport annuel 2009 et aux notes 4 et 6 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints. La section qui porte sur les instruments financiers désignés donne plus de détails sur les changements importants de nos arrangements hors bilan au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010.

Conventions comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes à nos états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2009 renferment un résumé de nos principales conventions comptables.

Le Rapport annuel 2009 contient, aux pages 71 à 73, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications.

Changements comptables

Passage aux Normes internationales d'information financière

Les sociétés ouvertes canadiennes seront tenues d'établir leurs états financiers selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le 1^{er} novembre 2011, nous adopterons les IFRS comme référence pour la préparation de nos états financiers consolidés. Nous présenterons nos résultats financiers du trimestre se terminant le 31 janvier 2012 conformément aux IFRS. Nous fournirons également des données comparatives établies selon les IFRS, dont un bilan d'ouverture au 1^{er} novembre 2010.

Comme nous ne connaissons pas l'ampleur des changements, s'il en est, qui pourraient être apportés aux normes existantes, ni les dates d'adoption de toute norme, qu'elle soit nouvelle ou qu'elle ait été révisée, nous ne sommes pas, pour le moment, en mesure de déterminer l'incidence qu'aura l'adoption des IFRS sur nos résultats financiers à venir ni sur nos principales mesures du capital.

Le projet mené à l'échelle de l'entreprise en vue du passage aux IFRS se déroule comme prévu. Nous avons terminé la phase d'évaluation diagnostique et celles de la mise en œuvre et de la formation vont bon train. Nous avons également entrepris la planification détaillée de la troisième et dernière phase de notre transition, soit la réalisation de tous les changements d'intégration. Nous élaborerons les contrôles et procédures qu'exigera le retraitement de notre bilan d'ouverture et de nos résultats financiers pour 2011, selon les IFRS, en vue de nous préparer à notre conversion à ces normes en 2012, nous terminerons notre évaluation des choix de conventions qu'autorisent les IFRS et mettrons au point les plans de communication avec nos parties prenantes internes et externes. Nous appuyant sur les IFRS existantes, nous n'avons pas déterminé qu'il serait nécessaire de modifier grandement notre architecture technologique relative à l'information financière ni nos contrôles internes à l'égard de cette information et de sa présentation. Cependant, nous continuons de suivre de près les travaux de l'IASB menant à des changements aux IFRS existantes et d'ajuster notre plan en fonction des nouveautés. Les éléments clés de notre plan de transition et les aspects des IFRS qui sont susceptibles d'avoir le plus de répercussions pour nous sont présentés à la page 73 de notre Rapport annuel 2009. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse afin d'obtenir plus de détails à ce sujet.

Instruments financiers désignés

Les pages 65 à 69 du Rapport annuel 2009 de BMO présentent de l'information supplémentaire sur certains instruments financiers qui, à compter de 2008, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Nos prêts aux particuliers, incluant notre exposition restreinte aux prêts hypothécaires à haut risque et aux prêts hypothécaires

Alt-A de premier rang, sont décrits dans notre Rapport annuel. Bien que nos prêts hypothécaires en souffrance aux États-Unis aient augmenté, leur évolution a été négligeable par rapport à l'ensemble de nos actifs et le risque que posent ces prêts n'est que légèrement supérieur à ce qu'il était au 31 octobre 2009.

Au cours du trimestre, il ne s'est produit aucun changement majeur dans notre exposition aux prêts à levier financier, aux assureurs spécialisés, aux sociétés d'instruments dérivés de crédit ainsi qu'à d'autres instruments financiers précis, dont les titres garantis par des créances, ni dans le degré de risque qui y est associé.

Le Rapport annuel et la note 4 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés ci-joints donnent également des détails sur notre exposition aux entités de titrisation soutenues par BMO, dont des entités de titrisation de la Banque, des entités de titrisation canadiennes des clients, une entité de titrisation américaine des clients et une entité canadienne de protection de crédit. On y trouve également des renseignements sur notre exposition à deux entités de gestion de placements structurés qui sont situées à Londres et qui sont gérées par BMO. Exception faite de ce qui est décrit ci-dessous, il ne s'est produit, au cours du trimestre, aucun changement majeur dans notre exposition à ces entités ni dans le degré de risque auquel elles nous exposent.

BMO a fourni à l'entité de titrisation américaine des clients des facilités de soutien de trésorerie, facilités sur lesquelles aucun montant n'a été prélevé et qui totalisent 4,9 milliards de dollars américains (5,7 milliards de dollars américains au 31 octobre 2009). Au cours du trimestre, BMO a, conformément aux modalités des facilités de soutien de trésorerie, financé directement cinq comptes d'entreprise de cette entité, comptes dont la qualité du crédit était moins bonne. Lorsque BMO finance directement un compte, les facilités de soutien de trésorerie qu'elle a accordées sont réduites en conséquence. Ces cinq comptes représentent des engagements de 296 millions de dollars américains, dont 277 millions de dollars américains avaient été prélevés au 31 janvier 2010. L'un de ces comptes, qui équivaut à une exposition de 99 millions de dollars américains, a été classé comme étant douteux et nous avons constaté à son égard une dotation à la provision pour pertes sur créances de 20 millions de dollars américains durant le trimestre. Après la fin de celui-ci, nous avons financé directement un autre compte d'entreprise, représentant une exposition de 27 millions de dollars américains.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le premier trimestre de 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2010				Total BMO
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	
Revenu net d'intérêts (bic) 1)	1 219	87	408	(182)	1 532
Revenu autre que d'intérêts	448	463	512	70	1 493
Revenu total (bic) 1)	1 667	550	920	(112)	3 025
Dotation à la provision pour pertes sur créances	139	2	78	114	333
Frais autres que d'intérêts	921	398	500	20	1 839
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	607	150	342	(246)	853
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic) 1)	187	37	94	(141)	177
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	19	19
Revenu net T1-2010	420	113	248	(124)	657
Revenu net T4-2009	421	106	288	(168)	647
Revenu net T1-2009	349	68	177	(369)	225
Autres statistiques					
Profit économique net	261	87	102	(279)	171
Rendement des capitaux propres	28,1 %	34,4 %	18,4 %	n.s.	14,3 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	28,5 %	34,9 %	18,4 %	n.s.	14,4 %
Levier d'exploitation	8,2 %	13,7 %	21,2 %	n.s.	24,0 %
Levier d'exploitation avant amortissement	7,9 %	13,9 %	21,2 %	n.s.	23,9 %
Ratio de productivité (bic)	55,3 %	72,3 %	54,4 %	n.s.	60,8 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	54,9 %	72,0 %	54,4 %	n.s.	60,5 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,00 %	2,81 %	1,01 %	n.s.	1,85 %
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	5 757	1 290	5 104	5 152	17 303
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	161,2	12,3	160,3	(5,0)	328,8
Effectif – équivalent de durée normale	19 415	4 675	2 314	9 769	36 173

n.s. – non significatif

1) Les revenus, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts des groupes d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements bic des groupes s'annulent dans le revenu des Services d'entreprise, et le revenu total de BMO, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts sont présentés selon les PCGR.

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le premier trimestre de 2010.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit transférée d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques.

Au cours du trimestre, nous avons changé la façon dont nous présentons les actifs titrisés dans nos informations sectorielles. Antérieurement, certains actifs hypothécaires titrisés n'étaient pas présentés dans le bilan de PE Canada. Désormais, nous présentons tous les actifs hypothécaires titrisés dans les résultats de PE Canada, les montants compensatoires étant inclus dans ceux des Services d'entreprise, et le revenu net d'intérêts qui est

gagné sur tous ces actifs est pris en compte dans celui de PE Canada. Auparavant, le revenu net d'intérêts généré par certains actifs hypothécaires titrisés était inclus dans le revenu autre que d'intérêts de PE Canada. Ces changements ont eu une conséquence négligeable sur le revenu net de PE Canada. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en fonction du mode de présentation adopté pour le trimestre à l'étude. La note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats qui requièrent une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, ce qui englobe la répartition des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances de la période qui sont imputées aux groupes clients et calculées selon la méthode des pertes prévues et celles exigées par les PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2010	Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Augmentation (Diminution) c. T4-2009	
Revenu net d'intérêts (bic)	1 219	56	5 %	18	2 %
Revenu autre que d'intérêts	448	51	13 %	(4)	(1 %)
Revenu total (bic)	1 667	107	7 %	14	1 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	139	26	23 %	22	20 %
Frais autres que d'intérêts	921	(13)	(1 %)	(4)	–
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	607	94	18 %	(4)	(1 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	187	23	13 %	(3)	(3 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Revenu net	420	71	20 %	(1)	–
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	5	(2)	(27 %)	(1)	(18 %)
Revenu net avant amortissement	425	69	19 %	(2)	–
Rendement des capitaux propres	28,1 %		6,9 %		0,3 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	28,5 %		6,8 %		0,3 %
Levier d'exploitation	8,2 %		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	7,9 %		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	55,3 %		(4,6 %)		(0,7 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	54,9 %		(4,4 %)		(0,6 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,00 %		0,23 %		0,04%
Actif productif moyen	161 224	(5 101)	(3 %)	196	–

n.s. – non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2010	Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Augmentation (Diminution) c. T4-2009	
Revenu net d'intérêts (bic)	1 019	96	10 %	27	3 %
Revenu autre que d'intérêts	392	54	16 %	1	–
Revenu total (bic)	1 411	150	12 %	28	2 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	120	25	27 %	18	20 %
Frais autres que d'intérêts	709	5	1 %	3	–
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	582	120	26 %	7	1 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	179	32	21 %	2	1 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Revenu net	403	88	28 %	5	1 %
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	1	1	18 %	1	9 %
Revenu net avant amortissement	404	89	28 %	6	1 %
Revenus des services aux particuliers	673	64	10 %	8	1 %
Revenus des services aux entreprises	403	52	15 %	7	2 %
Revenus des services de cartes	335	34	12 %	13	4 %
Levier d'exploitation	11,1 %		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	11,1 %		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	50,3 %		(5,5 %)		(0,8 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	50,2 %		(5,6 %)		(0,8 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,95 %		0,24 %		0,05 %
Actif productif moyen	136 881	1 823	1 %	1 196	1 %

n.s. – non significatif

Comparaison du premier trimestre de 2010 et du premier trimestre de 2009

Le revenu net est élevé et atteint 403 millions de dollars, en hausse de 88 millions ou de 28 % par rapport à la même période l'an dernier.

Les revenus ont progressé de 150 millions de dollars ou de 12 %. Cette hausse s'explique par l'accroissement des volumes de la plupart des produits, par l'élargissement de la marge nette d'intérêts, par l'inclusion, dans nos résultats financiers, des revenus de Diners Club pour un mois et par la montée des commissions sur prêts et dépôts. La hausse des revenus depuis un an s'explique également par le fait que des pertes d'évaluation à la valeur de marché avaient été subies sur des titres de placement au premier trimestre de 2009.

La marge nette d'intérêts a augmenté de 24 points de base, ce qui est essentiellement attribuable aux mesures prises en 2009 pour atténuer les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme et au fait que la croissance des dépôts a surpassé celle des prêts.

Dans l'unité des Services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 64 millions de dollars ou de 10 % grâce à l'essor des volumes des prêts et des dépôts qui dégagent de meilleures marges. La popularité croissante de MargExpress sur valeur domiciliaire a entraîné une progression des prêts aux particuliers de 13 % depuis un an. La part de marché s'est contractée par rapport à l'année précédente à cause des mesures instaurées pour maintenir la qualité du portefeuille.

Nos soldes de prêts hypothécaires ont baissé depuis un an en raison de la liquidation des prêts provenant de courtiers et, comme prévu, notre part du marché des prêts hypothécaires s'est repliée dans cette période. Notre objectif à long terme est d'augmenter notre part de ce marché. Nous entendons fermement améliorer ces activités en investissant dans notre personnel de vente et rehausser sa productivité tout en continuant de porter une attention soutenue à la qualité du crédit de ce portefeuille.

Les dépôts des particuliers ont augmenté de 5,4 % sur douze mois, tandis que la part de marché est demeurée stable. Une gestion du rendement plus efficace, des investissements dans notre réseau de succursales, une gamme simplifiée de produits et le fait que, lorsque la conjoncture est incertaine, les clients préfèrent les dépôts bancaires ont favorisé cette croissance.

Pour ce qui est de l'unité des Services bancaires aux entreprises, ses revenus se sont renforcés de 52 millions de dollars ou de 15 % grâce à la croissance des dépôts, aux mesures prises en 2009 pour atténuer les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme et à la progression des commissions sur prêts et dépôts. La hausse des revenus s'explique également par le fait que nous avons enregistré des pertes d'évaluation à la valeur de marché sur des titres de placement l'exercice précédent. Les soldes des dépôts ont monté de 7,7 %, ce qui traduit les efforts que nous déployons pour répondre aux besoins bancaires de nos clients ainsi que l'attrait que revêt pour eux l'aspect sécuritaire des dépôts bancaires dans le contexte économique qui prévaut actuellement. Les soldes des prêts ont

cependant fléchi de 3,0 % à cause de la conjoncture économique. Notre part de marché s'est quelque peu effritée depuis un an, ce qui est imputable à un contexte fort difficile. Au chapitre des prêts à la PME, nous continuons cependant à détenir la deuxième plus grande part du marché canadien des services bancaires aux entreprises.

Les revenus tirés des services de cartes et de paiement ont augmenté de 34 millions de dollars ou de 12 % en raison de l'essor des soldes et des marges ainsi que de l'inclusion, dans nos résultats financiers, des revenus de Diners Club pour un mois, ce qui a été atténué par la baisse des frais de services de cartes.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué légèrement, soit de 5 millions de dollars ou de 0,7 %, essentiellement à cause de l'augmentation des sommes engagées pour divers projets et pour la publicité ainsi que de la prise en compte de Diners Club, ce qui a été contrebalancé en partie par la réduction des coûts des salaires par suite de la compression de l'effectif. Le levier d'exploitation avant amortissement du groupe est de 11,1 %. Nous continuons d'investir de manière stratégique afin de rehausser notre position concurrentielle et, attentifs à la conjoncture actuelle, de gérer rigoureusement nos dépenses d'exploitation.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 2,4 milliards de dollars ou de 1,7 % depuis un an, et les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 5,4 milliards ou de 5,8 %.

Comparaison du premier trimestre de 2010 et du quatrième trimestre de 2009

Le revenu net a progressé de 5 millions de dollars ou de 1,5 %.

Les revenus se sont accrus de 28 millions de dollars ou de 1,9 % grâce à l'essor des volumes et de la marge nette d'intérêts ainsi qu'à l'inclusion des résultats de Diners Club, ce qui a été atténué par le recul des frais de services de cartes. La marge nette d'intérêts a progressé de 5 points de base en raison de la montée des volumes des produits les plus rentables.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances, établies selon la méthode des pertes prévues, ont augmenté de 18 millions de dollars à cause de la croissance du portefeuille et des conséquences de la migration du crédit.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 3 millions de dollars ou de 0,3 %, et ce, surtout parce que les impôts sur le capital avaient été moins élevés au quatrième trimestre et parce que les coûts associés à diverses initiatives se sont accrus et aussi à cause de l'inclusion de Diners Club, ce qui a été compensé en partie par la réduction des coûts liés au personnel.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a augmenté de 0,9 milliard de dollars ou de 0,7 % depuis le dernier trimestre, et les dépôts des particuliers et des entreprises se sont renforcés de 0,5 milliard ou de 0,5 %.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2010	Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Augmentation (Diminution) c. T4-2009	
Revenu net d'intérêts (bic)	200	(40)	(17 %)	(9)	(4 %)
Revenu autre que d'intérêts	56	(3)	(5 %)	(5)	(9 %)
Revenu total (bic)	256	(43)	(14 %)	(14)	(5 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	19	1	5 %	4	19 %
Frais autres que d'intérêts	212	(18)	(8 %)	(7)	(3 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	25	(26)	(50 %)	(11)	(28 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	8	(9)	(48 %)	(5)	(29 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-
Revenu net	17	(17)	(51 %)	(6)	(27 %)
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	4	(3)	(33 %)	(2)	(22 %)
Revenu net avant amortissement	21	(20)	(48 %)	(8)	(26 %)
Levier d'exploitation	(6,4 %)		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(7,3 %)		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	82,6 %		5,7 %		(1,7 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	80,5 %		6,4 %		(2,2 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,27 %		0,22 %		0,01 %
Actif productif moyen	24 343	(6 924)	(22 %)	(1 000)	(4 %)

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenu net d'intérêts (bic)	189	(7)	(3 %)	(3)	(2 %)
Revenu autre que d'intérêts	53	5	10 %	(4)	(7 %)
Revenu total (bic)	242	(2)	(1 %)	(7)	(3 %)
Frais autres que d'intérêts	200	12	7 %	(1)	(1 %)
Revenu net	16	(12)	(43 %)	(5)	(26 %)
Actif productif moyen	22 994	(2 487)	(10 %)	(413)	(2 %)

n.s. – non significatif

Comparaison du premier trimestre de 2010 et du premier trimestre de 2009

Le revenu net a baissé de 17 millions de dollars canadiens ou de 51 %, pour s'établir à 17 millions. En dollars américains, il a reculé de 12 millions ou de 43 % depuis un an et se chiffre à 16 millions. Les montants indiqués dans le reste de la présente section sont en dollars américains. Les revenus générés par l'élargissement des marges sur les prêts ont été plus qu'annulés par la contraction de celles sur les dépôts, par l'incidence accrue de la montée des prêts douteux depuis un an et par le fait, que, au premier trimestre de 2009, la provision constituée au titre du litige impliquant Visa avait été réduite.

Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, le revenu net avant amortissement du trimestre à l'étude se chiffre à 35 millions de dollars. Compte tenu d'un tel rajustement, le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 72,1 %.

Les revenus ont baissé de 2 millions de dollars ou de 0,8 %. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, ils ont diminué de 4 millions ou de 1,3 %, à cause principalement de la compression des marges sur les dépôts, ce qui a été contrebalancé en grande partie par la hausse de celles sur les prêts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 12 millions de dollars ou de 6,6 %. Après rajustement pour tenir compte de

l'incidence des prêts douteux, des coûts d'intégration et des variations de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa, les frais ont baissé de 1 million ou de 0,2 %, ce qui témoigne de nos mesures continues de gestion des frais.

Comparaison du premier trimestre de 2010 et du quatrième trimestre de 2009

Le revenu net s'est replié de 6 millions de dollars canadiens ou de 27 % depuis le trimestre précédent. En dollars américains, il a reculé de 5 millions ou de 26 % en regard de ce qu'il était alors. Les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Les revenus ont baissé de 7 millions de dollars ou de 3,0 %. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, ils ont fléchi de 10 millions ou de 3,7 % à cause essentiellement de la compression des marges sur les dépôts et de la diminution des gains à la vente de prêts hypothécaires, ce qui a été atténué par de meilleures marges sur les prêts.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 1 million de dollars ou de 0,9 %. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux et des variations de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa, les frais ont reculé de 12 millions ou de 5,7 %, ce qui reflète la baisse des indemnités de licenciement et des frais de commercialisation ainsi qu'une gestion continue des dépenses.

Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2010	Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Augmentation (Diminution) c. T4-2009	
Revenu net d'intérêts (bic)	87	(5)	(6 %)	(1)	(1 %)
Revenu autre que d'intérêts	463	76	20 %	6	1 %
Revenu total (bic)	550	71	15 %	5	1 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	2	1	40 %	1	35 %
Frais autres que d'intérêts	398	4	1 %	(5)	(1 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices	150	66	79 %	9	8 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	37	21	+100 %	2	7 %
Revenu net	113	45	68 %	7	8 %
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	2	2	+100 %	2	+100 %
Revenu net avant amortissement	115	47	68 %	9	8 %
Rendement des capitaux propres	34,4 %		10,7 %		1,5 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	34,9 %		10,9 %		1,6 %
Levier d'exploitation	13,7 %		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	13,9 %		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	72,3 %		(9,8 %)		(1,8 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	72,0 %		(10,0 %)		(2,0 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,81 %		(1,41 %)		(0,10 %)
Actif productif moyen	12 332	3 650	42 %	284	2 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenu total (bic)	62	22	54 %	2	2 %
Frais autres que d'intérêts	54	2	3 %	(3)	(5 %)
Revenu net	5	13	+100 %	2	+100 %
Revenu net avant amortissement	5	13	+100 %	2	+100 %
Actif productif moyen	2 150	(120)	(5 %)	(53)	(2 %)

n.s. – non significatif

Comparaison du premier trimestre de 2010 et du premier trimestre de 2009

Le revenu net, soit 113 millions de dollars, a augmenté de 45 millions ou de 68 % depuis un an. Les résultats du même trimestre de l'exercice précédent tenaient compte d'une charge de 17 millions (11 millions après impôts) liée à la décision d'aider certains de nos clients américains à composer avec la mauvaise conjoncture en rachetant des titres à enchères qu'ils détenaient dans leur compte. Le revenu net du trimestre à l'étude est composé des 70 millions provenant du groupe Gestion privée, exclusion faite de l'assurance, et des 43 millions générés par les activités d'assurance, contre un revenu net, il y a un an, de 36 millions provenant du groupe Gestion privée, exclusion faite de l'assurance, et 32 millions tirés des activités d'assurance.

Les revenus ont augmenté de 71 millions de dollars ou de 15 % grâce surtout à la croissance interne des revenus dans tous les secteurs, soit plus particulièrement ceux des services de placement traditionnels, des fonds d'investissement et des services de gestion bancaire privée en Amérique du Nord, ainsi qu'à l'incidence favorable de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie. Les résultats d'il y a un an tenaient compte des répercussions de la charge constatée dans cette période et décrite ci-dessus. La baisse du revenu net d'intérêts est attribuable à la diminution des marges sur les dépôts de nos services de courtage qu'ont engendrée les creux historiques des taux d'intérêt. La dépréciation du dollar américain a réduit les revenus de 11 millions.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 4 millions de dollars ou de 1,2 %. L'acquisition de BMO Société d'assurance-vie les a accrus de 19 millions, ce qui tient compte des coûts d'intégration de 1 million. Les coûts d'exploitation ont baissé grâce à une gestion toujours dynamique des frais, ce qui a été atténué en partie par l'augmentation des frais liés aux revenus, laquelle reflète l'accroissement de ceux-ci. Le repli du dollar américain a abaissé les frais de 9 millions.

Les actifs sous gestion et sous administration ont profité de l'ajout d'actifs provenant de nouveaux clients ainsi que de l'embellie des marchés boursiers, progressant ainsi de 40 milliards de dollars ou de 18 %, après rajustement pour exclusion de l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Comparaison du premier trimestre de 2010 et du quatrième trimestre de 2009

Le revenu net s'est amélioré de 7 millions de dollars ou de 8,0 % depuis le quatrième trimestre grâce surtout à la hausse de celui provenant du groupe Gestion privée, exclusion faite de l'assurance.

À 550 millions de dollars, les revenus ont monté de 5 millions ou de 1,0 % puisque la forte croissance qu'ont enregistrée la plupart de nos secteurs a été contrebalancée en partie par plusieurs petits éléments, notamment les conséquences du repli du dollar américain, qui ont affaibli les revenus du trimestre. La hausse des revenus a découlé essentiellement de celle des revenus tirés des services tarifés de placement traditionnel, des revenus provenant des services de fiducie et d'investissement de l'entité des services de gestion bancaire privée en Amérique du Nord et des revenus provenant des fonds d'investissement, ce qui a été contrebalancé en partie par le recul des commissions des services de courtage.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 5 millions de dollars ou de 1,5 % depuis le trimestre précédent en raison des bienfaits d'une gestion des frais toujours dynamique, ce qui a été atténué par les coûts de la rémunération à base d'actions des employés admissibles à la retraite qui ont été constatés au premier trimestre.

Les actifs sous gestion et sous administration ont profité de l'ajout d'actifs provenant de nouveaux clients et de l'amélioration continue des conditions de marché, et ils se sont accrus de 12 milliards de dollars ou de 4,9 %.

BMO Marchés des capitaux (BMO MC)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2010	Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Augmentation (Diminution) c. T4-2009	
Revenu net d'intérêts (bic)	408	(108)	(21 %)	70	21 %
Revenu autre que d'intérêts	512	301	+100 %	(44)	(8 %)
Revenu total (bic)	920	193	27 %	26	3 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	78	36	83 %	37	89 %
Frais autres que d'intérêts	500	25	5 %	66	15 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	342	132	63 %	(77)	(18 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	94	61	+100 %	(37)	(28 %)
Revenu net	248	71	40 %	(40)	(14 %)
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	1	1	100 %	1	100 %
Revenu net avant amortissement	249	72	40 %	(39)	(14 %)
Revenu de produits de négociation	509	196	63 %	15	3 %
Revenu d'investissements et services aux grandes entreprises	411	(3)	n.s.	11	3 %
Rendement des capitaux propres	18,4 %		8,6 %		(1,7 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	18,4 %		8,6 %		(1,7 %)
Levier d'exploitation	21,2 %		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	21,2 %		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	54,4 %		(10,9 %)		5,8 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	54,4 %		(10,9 %)		5,9 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	1,01 %		(0,06 %)		0,20 %
Actif productif moyen	160 253	(30 782)	(16 %)	(5 898)	(4 %)

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenu total (bic)	362	(123)	(25 %)	21	7 %
Frais autres que d'intérêts	190	(4)	(2 %)	(16)	(8 %)
Revenu net	83	(114)	(58 %)	14	20 %
Actif productif moyen	53 602	(15 287)	(22 %)	(7 391)	(12 %)

n.s. – non significatif

Comparaison du premier trimestre de 2010 et du premier trimestre de 2009

Le revenu net s'élève à 248 millions de dollars, dépassant ainsi de 71 millions ou de 40 % celui d'il y a un an. Les revenus ont fortement augmenté, ce qui a été atténué par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et par la montée des coûts de rémunération, ce qui reflète l'amélioration du rendement au chapitre des revenus. Le RCP est de 18,4 %, comparativement à 9,8 % il y a un an.

Les revenus ont crû de 193 millions de dollars ou de 27 %, pour s'établir à 920 millions. L'attention que nous accordons sans cesse à nos clients et le maintien d'une gamme d'activités diversifiée ont catalysé leur hausse. Le revenu autre que d'intérêts a bondi puisque celui enregistré il y a un an avait été affaibli par le montant élevé des pertes liées à notre entité canadienne de protection de crédit. Les résultats du premier trimestre de 2009 tenaient également compte de charges associées à nos investissements de banque d'affaires, alors que des gains ont été comptabilisés pour la période à l'étude. Les activités de banque d'investissement se sont encore améliorées grâce à l'embellie économique, et les commissions sur prêts ont elles aussi monté. Par contre, les revenus de négociation ont fléchi depuis les trois mois correspondants de l'exercice précédent parce que les marchés ont été moins volatils et que les écarts ont rétréci. Le repli du dollar américain a comprimé les revenus de 68 millions de dollars depuis un an.

Le revenu net d'intérêts a lui aussi baissé à cause du retour à des niveaux plus habituels des revenus provenant de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et du fléchissement du revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises, leurs actifs ayant été moins élevés. Les revenus provenant des services de gestion de trésorerie à l'échelle mondiale ont également reculé en raison principalement du repli des dépôts des clients. La marge nette d'intérêts s'est contractée de 6 points de base et s'est établie à 1,01 %, ce qui est principalement imputable au resserrement des marges dégagées par nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 25 millions de dollars ou de 5,4 % à cause surtout de la montée de la rémunération variable qu'a engendrée l'amélioration du rendement au chapitre des revenus. Le repli du dollar américain a entraîné une baisse des frais de 27 millions en comparaison d'il y a un an.

Comparaison du premier trimestre de 2010 et du quatrième trimestre de 2009

Le revenu net a fléchi de 40 millions de dollars ou de 14 %. La croissance modérée du revenu a été plus que contrebalancée par l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances et des frais.

Les revenus ont affiché une progression de 26 millions de dollars ou de 3,0 % depuis le trimestre précédent grâce à la hausse des gains sur titres de placement et de l'intensification des activités de fusion et acquisition ainsi que de prise ferme de titres d'emprunt. Les revenus sous forme de commissions ont également progressé. Les revenus de négociation sont demeurés relativement inchangés depuis le trimestre précédent car la hausse du revenu net d'intérêts provenant des activités de négociation a été annulée par la baisse du revenu autre que d'intérêts généré par ces mêmes activités. Le revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises a légèrement augmenté, alors que les commissions sur prêts ont fléchi. Un dollar américain moins fort a causé une baisse des revenus de l'ordre de 10 millions de dollars.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 66 millions de dollars ou de 15 % en raison de la hausse des coûts de la rémunération, ces coûts ayant été abaissés au trimestre précédent afin que la charge de la rémunération variable annuelle reflète les attributions finales de rémunération. Également, les charges liées au personnel ont augmenté durant le trimestre à l'étude car les coûts de la rémunération à base d'actions des employés admissibles à la retraite sont inscrits une fois l'an, au premier trimestre de l'exercice. Le repli du dollar américain a abaissé les frais de 4 millions de dollars.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2010	Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Augmentation (Diminution) c. T4-2009	
Revenu net d'intérêts (bic)	(182)	262	59 %	3	1 %
Revenu autre que d'intérêts	70	(50)	(41 %)	(12)	(15 %)
Revenu total (bic)	(112)	212	65 %	(9)	(10 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	114	(158)	(58 %)	(113)	(49 %)
Frais autres que d'intérêts	20	(18)	(51 %)	3	21 %
Perte avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	246	(388)	(61 %)	(101)	(29 %)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic)	141	(143)	(51 %)	(57)	(29 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	-	-
Perte nette	124	(245)	(66 %)	(44)	(25 %)

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenu total (bic)	(35)	88	72 %	(5)	(19 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	107	(117)	(52 %)	(92)	(47 %)
Frais autres que d'intérêts	(20)	(4)	(32 %)	(4)	(20 %)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic)	50	(78)	(62 %)	(32)	(42 %)
Perte nette	77	(131)	(63 %)	(58)	(42 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués des unités fonctionnelles qui offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, les communications et les ressources humaines. Les résultats d'exploitation tiennent compte des revenus et des frais inhérents à certaines activités de titrisation et de gestion de l'actif et du passif, de l'élimination des rajustements sur une base d'imposition comparable et de l'incidence de la méthode des pertes prévues que nous utilisons pour calculer les dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes d'exploitation clients et calculées selon la méthode des pertes prévues et celles requises pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR sont imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, groupe Gestion privée et BMO Marchés

des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des activités fonctionnelles susmentionnées.

Une perte nette 124 millions de dollars a été subie au cours du trimestre, ce qui représente une amélioration de 245 millions ou de 66 % en regard de celle d'il y a un an. Les revenus se sont renforcés de 212 millions ou de 65 % en raison principalement du recul du portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs qu'ont engendré les mesures prises par la direction et la plus grande stabilité des marchés ainsi qu'en raison du fait que des gains d'évaluation à la valeur de marché sur les activités de couverture ont été enregistrés au cours du trimestre considéré, alors que des pertes avaient été subies il y a un an. Ces facteurs ont été atténués par le recul des revenus de titrisation. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont baissé de 158 millions parce que des dotations moins élevées ont été imputées aux Services d'entreprise aux termes de la méthode de calcul des dotations à la provision selon les pertes prévues que BMO emploie.

La perte nette enregistrée au cours du trimestre à l'étude a été de 44 millions de dollars moins élevée que celle de 168 millions constatée au quatrième trimestre de 2009. Les revenus se sont affaiblis de 9 millions en raison essentiellement d'une baisse des gains d'évaluation à la valeur de marché sur les activités de couverture. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont régressé de 113 millions, alors que les frais se sont accrus de 3 millions.

Éléments notables

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2010	T4-2009	T1-2009
Charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers	-	50	248
Impôts sur les bénéfices connexes	-	16	79
Incidence nette des éléments notables	-	34	169

Éléments notables

Comme nous l'avons précisé dans le Rapport annuel, nous avons choisi de redéfinir les éléments notables de l'exercice 2009. Ceux indiqués pour les trimestres antérieurs reflètent les changements qui ont été apportés.

Premier trimestre de 2010

Aucune charge liée à la conjoncture des marchés financiers n'est considérée comme un élément notable pour le trimestre écoulé, les montants en cause étant relativement négligeables.

Quatrième trimestre de 2009

Nous avons constaté une charge de 50 millions de dollars (34 millions après impôts et 0,06 \$ par action) en lien avec l'entité canadienne de protection de crédit Apex. Cette charge et une charge nette d'un montant peu élevé au titre de swaps sur défaillance, instruments qui réduisent le risque de crédit du portefeuille de prêts, ont été compensées en grande partie par des rajustements d'évaluation du crédit positifs.

La charge de 50 millions de dollars a été imputée au revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation.

Premier trimestre de 2009

Au premier trimestre de 2009, nous avons inscrit des charges de 248 millions de dollars (169 millions après impôts et 0,32 \$ par action) associées à la conjoncture des marchés financiers, soit plus précisément des charges relatives à Apex.

Ces charges de 248 millions de dollars ont réduit de 71 millions le revenu autre que d'intérêts provenant des activités de négociation et de 177 millions les gains sur titres de placement.

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2010	T4-2009	T1-2009
Total des frais autres que d'intérêts a)	1 839	1 779	1 841
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (note 1)	(8)	(10)	(10)
Frais autres que d'intérêts avant amortissement b) (note 2)	1 831	1 769	1 831
Revenu net	657	647	225
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions, déduction faite des impôts sur les bénéfices	7	8	8
Revenu net avant amortissement (note 2)	664	655	233
Dividendes sur actions privilégiées	(35)	(38)	(23)
Charge au titre du capital (note 2)	(458)	(458)	(429)
Profit économique net (note 2)	171	159	(219)
Revenu c)	3 025	2 989	2 442
Croissance du revenu (%) d)	23,9	6,3	20,5
Ratio de productivité (%) (a/c) x 100)	60,8	59,5	75,4
Ratio de productivité avant amortissement (%) (b/c) x 100) (note 2)	60,5	59,2	75,0
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) e)	(0,1)	(2,2)	14,1
Croissance des frais autres que d'intérêts avant amortissement (%) f) (note 2)	-	(2,0)	14,1
Levier d'exploitation (%) (d-e)	24,0	8,5	6,4
Levier d'exploitation avant amortissement (%) (d-f) (note 2)	23,9	8,3	6,4
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	1,12	1,11	0,39
RPA avant amortissement (note 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars) (note 2)	1,13	1,13	0,40

Note 1 : L'amortissement d'actifs incorporels non liés à des acquisitions n'entre pas en ligne de compte pour déterminer le revenu net avant amortissement.

Note 2 : Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises. Le tableau ci-dessus rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

Nous indiquons parfois que certains montants et mesures excluent les effets de ces éléments, mais lorsque nous le faisons, nous indiquons généralement aussi la mesure conforme aux PCGR la plus semblable et donnons des détails sur l'élément de rapprochement. Les montants et mesures établis sur une telle base sont considérés comme utiles puisqu'ils sont susceptibles de mieux refléter les résultats d'exploitation courants ou de contribuer à la compréhension du rendement par les lecteurs. Pour aider ceux-ci, nous présentons également, à la page précédente, un tableau qui résume les éléments notables ayant eu une incidence sur les résultats des périodes indiquées.

Les mesures du revenu net avant amortissement, du ratio de productivité avant amortissement et du levier d'exploitation avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels lié à l'acquisition peut ne pas avoir été considéré comme une charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi fournies parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels liés aux acquisitions aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité et du levier d'exploitation avant amortissement.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les périodes de trois mois terminées le

	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	1 763 \$	1 835 \$	1 920 \$	1 955 \$	2 250 \$
Valeurs mobilières	518	448	494	665	820
Dépôts à d'autres banques	17	19	23	48	96
	2 298	2 302	2 437	2 668	3 166
Frais d'intérêts					
Dépôts	559	672	789	1 097	1 483
Dettes subordonnées	29	32	24	30	49
Titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées	20	20	20	19	21
Passifs divers	158	136	138	187	286
	766	860	971	1 333	1 839
Revenu net d'intérêts	1 532	1 442	1 466	1 335	1 327
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 2)	333	386	417	372	428
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 199	1 056	1 049	963	899
Revenu autre que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	263	250	240	235	248
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	200	205	206	204	205
Revenus de négociation	126	163	273	63	224
Commissions sur prêts	142	149	140	148	119
Frais de services de cartes	35	29	35	33	24
Frais de gestion de placements et de garde de titres	88	87	85	84	88
Revenus tirés de fonds d'investissement	133	128	119	106	114
Revenus de titrisation	172	201	202	262	264
Commissions de prise ferme et de consultation	122	116	101	103	77
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	47	14	(12)	(42)	(314)
Revenus de change, autres que de négociation	21	14	1	25	13
Revenus d'assurance	82	86	85	64	60
Autres	62	105	37	35	(7)
	1 493	1 547	1 512	1 320	1 115
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 692	2 603	2 561	2 283	2 014
Frais autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel (note 8)	1 111	1 047	1 122	1 129	1 087
Bureaux et matériel	308	302	313	339	327
Amortissement des actifs incorporels	50	50	48	54	51
Déplacements et expansion des affaires	72	81	73	73	82
Communications	50	58	55	57	51
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	11	(3)	19	13	15
Honoraires	77	97	91	82	92
Autres	160	147	162	141	136
	1 839	1 779	1 883	1 888	1 841
Reprise au titre de la restructuration	-	-	(10)	-	-
Revenu avant charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	853	824	688	395	173
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices	177	158	112	18	(71)
	676	666	576	377	244
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	19	19	19	19
Revenu net	657 \$	647 \$	557 \$	358 \$	225 \$
Dividendes sur actions privilégiées	35 \$	38 \$	33 \$	26 \$	23 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	622 \$	609 \$	524 \$	332 \$	202 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	553 992	550 495	547 134	543 634	520 020
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	557 311	554 151	549 968	544 327	523 808
Résultat par action (en dollars canadiens)					
De base	1,12 \$	1,12 \$	0,97 \$	0,61 \$	0,39 \$
Dilué	1,12	1,11	0,97	0,61	0,39
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009
Actif					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 341 \$	9 955 \$	10 758 \$	10 247 \$	16 951 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 563	3 340	3 809	3 985	9 439
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	64 874	59 071	66 152	66 704	61 752
Titres disponibles à la vente	52 690	50 303	42 559	39 295	35 189
Titres divers	1 506	1 439	1 436	1 501	1 517
	119 070	110 813	110 147	107 500	98 458
Titres pris en pension ou empruntés	34 498	36 006	45 250	38 521	32 283
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	46 535	45 524	48 760	48 052	50 107
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	46 813	45 824	44 466	44 316	44 355
Prêts sur cartes de crédit	3 324	2 574	2 383	2 100	2 105
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	67 690	68 169	70 705	77 271	84 557
	164 362	162 091	166 314	171 739	181 124
Engagements de clients aux termes d'acceptations	7 169	7 640	9 042	9 736	10 716
Provision pour pertes sur créances (note 2)	(1 943)	(1 902)	(1 798)	(1 825)	(1 741)
	169 588	167 829	173 558	179 650	190 099
Autres actifs					
Instruments dérivés	45 702	47 898	59 580	77 473	81 985
Bureaux et matériel	1 628	1 634	1 642	1 684	1 709
Écarts d'acquisition	1 584	1 569	1 551	1 670	1 706
Actifs incorporels	712	660	647	671	676
Actifs divers	9 937	8 754	8 419	10 844	9 868
	59 563	60 515	71 839	92 342	95 944
Total de l'actif	398 623 \$	388 458 \$	415 361 \$	432 245 \$	443 174 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	22 318 \$	22 973 \$	23 211 \$	27 874 \$	31 422 \$
Entreprises et administrations publiques	119 568	113 738	122 269	118 205	133 388
Particuliers	98 413	99 445	99 473	101 090	99 770
	240 299	236 156	244 953	247 169	264 580
Autres passifs					
Instruments dérivés	42 867	44 765	58 570	75 070	77 764
Acceptations	7 169	7 640	9 042	9 736	10 716
Titres vendus à découvert	15 953	12 064	12 717	14 131	16 327
Titres mis en pension ou prêtés	50 226	46 312	48 816	46 170	36 012
Passifs divers	16 592	15 938	16 149	14 708	12 969
	132 807	126 719	145 294	159 815	153 788
Dette subordonnée (note 9)	3 742	4 236	4 249	4 379	4 389
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres					
Capital-actions (note 10)	8 939	8 769	8 626	8 099	7 676
Surplus d'apport	89	79	78	77	76
Bénéfices non répartis	11 981	11 748	11 525	11 391	11 434
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte)	(384)	(399)	(514)	165	81
	20 625	20 197	19 715	19 732	19 267
Total du passif et des capitaux propres	398 623 \$	388 458 \$	415 361 \$	432 245 \$	443 174 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

État consolidé du résultat étendu

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois terminées le

	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Revenu net	657 \$	225 \$
Autres éléments du résultat étendu		
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(23)	66
Variation nette des gains non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	85	192
Gain net (perte) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(47)	74
Total du résultat étendu	672 \$	557 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois terminées le

	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	2 571 \$	1 746 \$
Actions émises au cours de la période (note 10)	-	150
Solde à la fin de la période	2 571	1 896
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	6 198	4 773
Actions émises au cours de la période (note 10)	-	1 000
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	126	35
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	44	10
Solde à la fin de la période	6 368	5 818
Actions autodétenues (note 10)	-	(38)
Surplus d'apport		
Solde au début de la période	79	69
Frais liés aux options sur actions/options exercées	10	5
Prime sur les actions autodétenues	-	2
Solde à la fin de la période	89	76
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	11 748	11 632
Revenu net	657	225
Dividendes - Actions privilégiées	(35)	(23)
- Actions ordinaires	(389)	(378)
Frais d'émission d'actions	-	(22)
Solde à la fin de la période	11 981	11 434
Cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue) attribuable aux titres disponibles à la vente		
Solde au début de la période	480	(74)
Pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente survenues au cours de la période [déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 9 \$ et 20 \$]	(21)	(44)
Reclassement des pertes dans le résultat au cours de la période [déduction faite (d'une charge) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de moins de 1 \$ et (52)\$]	(2)	110
Solde à la fin de la période	457	(8)
Cumul des autres éléments du résultat étendu attribuable aux couvertures de flux de trésorerie		
Solde au début de la période	14	258
Gains sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période [déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de (26)\$ et (78) \$]	77	193
Reclassement des (gains) pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le résultat [déduction faite (d'une charge) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de (6)\$ et de moins de 1 \$]	8	(1)
Solde à la fin de la période	99	450
Cumul des autres éléments (de la perte étendue) attribuable à la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger		
Solde au début de la période	(893)	(435)
Gain (perte) non réalisé(e) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(141)	228
Incidence de la couverture du gain (de la perte) non réalisé(e) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger [déduction faite (d'une charge) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de (39)\$ et 66 \$]	94	(154)
Solde à la fin de la période	(940)	(361)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue)	(384)	81
Total des capitaux propres	20 625 \$	19 267 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois terminées le

	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Revenu net	657 \$	225 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation		
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	18	241
(Gain net) perte nette sur titres, autres que de négociation	(65)	73
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(6 000)	4 880
Dotation à la provision pour pertes sur créances	333	428
(Gain) à la vente de prêts titrisés (note 3)	(122)	(182)
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	1 637	(16 068)
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	(1 409)	17 178
Amortissement des bureaux et du matériel	65	65
Amortissement des actifs incorporels	50	51
(Augmentation) diminution nette des impôts futurs	21	(130)
(Augmentation) nette des impôts exigibles	(660)	(21)
Variation des intérêts courus – Diminution des intérêts à recevoir	101	208
– Diminution des intérêts à payer	(268)	(137)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	272	(513)
(Gain) à la vente de terrains et de bâtiments	(4)	–
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'exploitation	(5 374)	6 298
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation nette des dépôts	5 572	4 919
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	3 926	(2 588)
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	4 227	3 382
Remboursement de la dette subordonnée (note 9)	(500)	(140)
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif (note 10)	–	(250)
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 10)	–	150
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 10)	44	1 010
Frais d'émission d'actions	–	(22)
Dividendes en espèces versés	(298)	(366)
Montant net des flux de trésorerie provenant des activités de financement	12 971	6 095
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(261)	2 523
Achats de titres, autres que de négociation	(8 045)	(11 860)
Échéances de titres, autres que de négociation	2 322	4 030
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	2 797	5 711
(Augmentation) nette des prêts	(2 517)	(5 498)
Produit de la titrisation de prêts (note 3)	333	4 637
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	1 154	(4 079)
Produit de la vente de terrains et de bâtiments	5	–
Bureaux et matériel – achats nets	(54)	(41)
Logiciels achetés et développés – achats nets	(43)	(46)
Acquisitions (note 7)	(898)	(6)
Montant net des flux de trésorerie affecté aux activités d'investissement	(5 207)	(4 629)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4)	53
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 386	7 817
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	9 955	9 134
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	12 341 \$	16 951 \$
Composition :		
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	11 341 \$	15 537 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 000	1 414
	12 341 \$	16 951 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie		
Intérêts versés au cours de la période	1 039 \$	1 970 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de la période	810 \$	140 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 janvier 2010 (non vérifié)

Note 1 : Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, telles qu'elles figurent aux pages 114 à 164 de notre Rapport annuel 2009. Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été

dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles utilisées pour nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2009.

Note 2 : Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de

crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé. Au 31 janvier 2010 et 2009, aucune provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit n'était comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
Pour les périodes de trois mois terminées le	31 janvier 2010	31 janvier 2009	31 janvier 2010	31 janvier 2009	31 janvier 2010	31 janvier 2009	31 janvier 2010	31 janvier 2009	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Provision spécifique au début de la période	33 \$	13 \$	51 \$	2 \$	507 \$	411 \$	5 \$	- \$	596 \$	426 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	6	3	164	129	158	296	5	-	333	428
Recouvrements	-	-	32	28	13	8	-	-	45	36
Radiations	(2)	-	(191)	(158)	(161)	(333)	-	-	(354)	(491)
Écarts de change et autres	-	-	-	-	(7)	8	-	-	(7)	8
Provision spécifique à la fin de la période	37	16	56	1	510	390	10	-	613	407
Provision générale au début de la période	18	8	266	242	968	1 030	54	41	1 306	1 321
Dotation à la provision pour pertes sur créances	5	13	44	16	(40)	(28)	(9)	(1)	-	-
Écarts de change et autres 1)	-	-	24	-	-	13	-	-	24	13
Provision générale à la fin de la période	23	21	334	258	928	1 015	45	40	1 330	1 334
Provision totale	60 \$	37 \$	390 \$	259 \$	1 438 \$	1 405 \$	55 \$	40 \$	1 943 \$	1 741 \$

1) Au 31 janvier 2010, les prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers de même que les prêts aux entreprises et aux administrations publiques comprenaient 24 millions de dollars et 9 millions de dollars, respectivement, au titre de l'acquisition du montant net des sommes à recouvrer auprès des titulaires de cartes de la franchise nord-américaine de Diners Club (se reporter à la note 7).

Note 3 : Titrisation

Les tableaux suivants résument nos activités de titrisation relatives à nos actifs et leur incidence sur notre état consolidé des résultats, pour les périodes de trois mois terminées le 31 janvier 2010 et 2009 :

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
Pour les périodes de trois mois terminées le	31 janvier 2010	31 janvier 2009	31 janvier 2010	31 janvier 2009	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Produit net en espèces 1)	331 \$	4 617 \$	- \$	- \$	331 \$	4 617 \$
Investissement dans des entités de titrisation 2)	-	-	-	-	-	-
Prix d'achat différé	18	89	-	-	18	89
Passif de gestion	(3)	(20)	-	-	(3)	(20)
Prêts vendus	346	4 686	-	-	346	4 686
	337	4 660	-	-	337	4 660
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	9 \$	26 \$	- \$	- \$	9 \$	26 \$
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	18 \$	40 \$	95 \$	116 \$	113 \$	156 \$

1) Le produit net en espèces représente le produit en espèces, déduction faite des frais d'émission.

2) Inclut les prêts sur cartes de crédit titrisés conservés par la Banque et inscrits à son bilan.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation sont les suivantes :

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit 1)	
	31 janvier 2010	31 janvier 2009	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Pour les périodes de trois mois terminées le				
Durée de vie moyenne pondérée (années)	4,87	3,15	1,00	1,00
Taux de remboursement anticipé (%)	16,00	25,37	36,52	38,47
Taux d'intérêt (%)	4,19	4,21	21,47	21,43
Pertes prévues sur créances 2)	–	–	4,45	2,76
Taux d'actualisation (%)	2,87	3,25	9,23	10,05

1) Il n'y a pas eu d'opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours des périodes de trois mois terminées le 31 janvier 2010 et 2009.

2) Comme les prêts hypothécaires à l'habitation sont entièrement garantis, il n'y a pas de pertes prévues sur créances.

Note 4 : Entités à détenteurs de droits variables

L'actif total dans nos entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et notre risque maximal de perte, qui sont décrits plus longuement ci-dessous, sont résumés dans le tableau suivant.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur nos EDDV, il y a lieu de se reporter à la note 9 aux pages 127 à 129 de notre Rapport annuel 2009.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2010						31 octobre 2009					
	Risque maximal de perte					Actif total	Risque maximal de perte					Actif total
	Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés 2)	Titres détenus	Actifs dérivés	Total		Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés 2)	Titres détenus	Actifs dérivés	Total	
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons d'importants droits variables												
Entités de titrisation canadiennes des clients 3)	5 018 \$	– \$	104 \$	36 \$	5 158 \$	4 926 \$	5 819 \$	– \$	328 \$	44 \$	6 191 \$	5 674 \$
Entités de titrisation américaines des clients	5 228	442	–	2	5 672	4 685	6 214	158	–	2	6 374	4 943
Entités de titrisation de la Banque 3)	5 100	–	645	99	5 844	9 469	5 100	–	625	94	5 819	9 719
Entités de protection de crédit – Apex 4)5)	1 030	–	924	948	2 902	2 202	918	112	833	1 236	3 099	2 322
Entités de gestion de placements structurés 6)	241	6 844	–	11	7 096	6 859	247	7 230	–	12	7 489	6 968
Entités à financement structuré	s.o.	s.o.	1 799	–	1 799	2 647	s.o.	s.o.	1 762	–	1 762	2 451
Fiducies de capital et de financement	43	12	2	–	57	1 270	43	12	2	–	57	1 270
Total	16 660 \$	7 298 \$	3 474 \$	1 096 \$	28 528 \$	32 058 \$	18 341 \$	7 512 \$	3 550 \$	1 388 \$	30 791 \$	33 347 \$
EDDV consolidées												
Entités de titrisation canadiennes des clients 3)7)	641 \$	– \$	628 \$	– \$	1 269 \$	628 \$	733 \$	– \$	719 \$	– \$	1 452 \$	719 \$
Entités à financement structuré	s.o.	s.o.	53	–	53	53	s.o.	s.o.	54	–	54	54
Fiducies de capital et de financement	9 234	1 766	880	44	11 924	4 857	9 013	1 987	880	45	11 925	5 190
Total	9 875 \$	1 766 \$	1 561 \$	44 \$	13 246 \$	5 538 \$	9 746 \$	1 987 \$	1 653 \$	45 \$	13 431 \$	5 963 \$

1) Ces facilités comprennent les facilités de financement de premier rang qui ont été fournies à notre entité de protection de crédit et à nos entités de gestion de placements structurés ainsi que les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients et à notre entité de titrisation américaine des clients. Aucun concours de trésorerie ne visait un soutien de crédit à nos entités de titrisation canadiennes des clients au 31 janvier 2010 et au 31 octobre 2009. La note 6 traite des concours de trésorerie accordés à notre entité de titrisation américaine, qui comprennent un soutien au crédit.

2) Les montants en cours sur les concours de trésorerie et les facilités de financement de premier rang sont classés dans les prêts aux entreprises et aux administrations publiques.

3) Les titres détenus dans nos entités de titrisation de la Banque sont constitués de 80 millions de dollars de papier commercial (55 millions en 2009) classé dans les titres de négociation, ainsi que d'un prix d'achat différé de 293 millions (293 millions en 2009) et de titres adossés à des actifs de 272 millions (277 millions en 2009) qui sont classés dans les titres disponibles à la vente. Les titres détenus dans nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial et sont classés dans les titres de négociation. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

4) Les instruments dérivés détenus par le biais de cette entité sont classés comme instruments de négociation. Les variations de leur juste valeur sont contrebalancées par les instruments dérivés détenus par le biais de contreparties indépendantes, instruments qui, eux aussi, sont classés comme instruments de négociation.

5) Les titres détenus sont classés dans les titres de négociation et ont une valeur nominale de 1 415 millions de dollars. Un tiers a une exposition à Apex par voie d'un swap sur rendement total qu'il a conclu avec nous et qui porte sur 600 millions de dollars de ces titres au 31 janvier 2010 et au 31 octobre 2009. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous avons couvert notre exposition à la tranche résiduelle de 815 millions de dollars de billets au moyen d'un swap sur défaillance.

6) Les titres détenus sont constitués de billets de capital qui sont classés dans les titres disponibles à la vente. Notre risque était de néant au 31 janvier 2010 et pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009.

7) L'actif total détenu au 31 janvier 2010 était constitué d'un prêt de 481 millions de dollars (560 millions au 31 octobre 2009) et d'actifs divers totalisant 147 millions de dollars (159 millions en 2009).

s.o. – sans objet

Entité de titrisation américaine des clients

Le risque auquel nous expose notre entité de titrisation américaine des clients est résumé dans le tableau ci-dessus. Notre risque comprend les concours de trésorerie que nous consentons. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit afin de décider de fournir un concours de trésorerie, tout comme nous le faisons dans le cas de prêts. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons fourni un financement de 277 millions de dollars

américains conformément aux modalités de ces facilités de trésorerie. Après la fin du trimestre, un financement additionnel de 27 millions de dollars américains a été consenti conformément aux modalités de ces facilités de trésorerie. Au 31 janvier 2010, l'encours du financement consenti antérieurement était de 145 millions de dollars (136 millions de dollars américains). Ces montants sont compris dans le tableau précédent.

Note 5 : Instruments financiers

Modification d'une convention comptable

Le 1^{er} août 2008, nous avons choisi de transférer de la catégorie des titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente les titres pour lesquels nous avons changé notre intention de nous

en défaire ou de les négocier à court terme, selon la conjoncture prévalant alors, et avons plutôt décidé de les conserver dans un avenir prévisible.

Le tableau qui suit présente l'évolution des titres transférés :

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois terminées le				
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009
Juste valeur des titres au début de la période	1 378 \$	1 493 \$	1 732 \$	1 737 \$	1 955 \$
(Ventes/échéances) achats nets	(343)	(162)	(175)	(54)	(222)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	38	46	62	93	31
Moins-valeur durable comptabilisée dans le revenu	(9)	(18)	(23)	(8)	(50)
Incidence du taux de change	(26)	19	(103)	(36)	23
Juste valeur des titres à la fin de la période	1 038 \$	1 378 \$	1 493 \$	1 732 \$	1 737 \$

Évaluation de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégories les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. Notre utilisation des cours du marché (niveau 1), des modèles internes fondés sur des

données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés est présentée dans le tableau ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)

	Titres disponibles à la vente		Titres de négociation		Passifs inscrits à la juste valeur		Actifs dérivés		Passifs dérivés	
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Évaluation selon des cours du marché	38 051 \$	35 590 \$	60 058 \$	55 401 \$	15 953 \$	12 064 \$	1 474 \$	1 881 \$	808 \$	813 \$
Évaluation selon des modèles internes (avec données observables)	12 382	12 271	4 491	3 184	3 257	2 473	43 739	45 438	41 883	43 779
Évaluation selon les modèles internes (sans données observables)	2 257	2 442	325	486	-	-	489	579	176	173
Total	52 690 \$	50 303 \$	64 874 \$	59 071 \$	19 210 \$	14 537 \$	45 702 \$	47 898 \$	42 867 \$	44 765 \$

L'analyse de sensibilité pour les éléments les plus importants évalués selon les modèles internes sans données observables est décrite ci-dessous.

Au 31 janvier 2010, les titres disponibles à la vente comprennent un prix d'achat différé de 699 millions de dollars relatif à nos activités de titrisation hors bilan. Nous avons déterminé l'évaluation du prix d'achat différé en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie, laquelle est établie au moyen d'hypothèses relatives au taux de remboursement anticipé et au taux d'intérêt. La détermination du taux d'intérêt (marge excédentaire) utilisé dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du prix d'achat différé. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'intérêt affiche une augmentation ou une diminution de 10 % serait une variation de la juste valeur de 97 millions de dollars et de (97) millions, respectivement.

Les titres de négociation comprenaient des titres adossés à des créances immobilières commerciales de 192 millions de dollars désignées comme des titres de négociation aux termes de l'option de la juste valeur. L'évaluation de ces billets a été

déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination des rendements sur le marché utilisés dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation des titres. L'incidence de l'hypothèse que le rendement sur le marché augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (4) millions et de 4 millions de dollars, respectivement.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 31 janvier 2010, les sommes de 478 millions et de 57 millions de dollars, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total à l'égard de produits structurés. L'évaluation de ces instruments dérivés a été déterminée par la direction en fonction d'estimations quant aux écarts actuels du marché pour des produits structurés similaires. L'incidence de l'hypothèse que l'écart augmente ou diminue de 10 points de base serait une variation de la juste valeur de (4) millions et de 4 millions de dollars, respectivement.

Passifs financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une diminution de 26 millions de dollars des revenus de négociation à la rubrique Revenu autre que d'intérêts, pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, incluant une charge de 6 millions de dollars imputable aux fluctuations de nos écarts de taux (une augmentation de 53 millions de dollars des revenus de négociation à la rubrique Revenu autre que d'intérêts et une charge de 158 millions de dollars, respectivement, pour la période de douze mois terminée le 31 octobre 2009). Nous avons constaté des montants

Note 6 : Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous.

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement à effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 11 673 millions de dollars au 31 janvier 2010 (11 384 millions au 31 octobre 2009). Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Au 31 janvier 2010 et 2009, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

Concours et autres facilités de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Note 7 : Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors

correspondants sur les dérivés et les autres instruments financiers détenus pour couvrir les variations de la juste valeur de ces billets structurés.

La variation de la juste valeur attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux, qui a été comptabilisée entre le moment où les billets structurés ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction et le 31 janvier 2010, correspond à une perte non réalisée de 49 millions de dollars. Depuis 2009, nous couvrons l'exposition aux fluctuations de nos écarts de taux et avons comptabilisé des gains de 160 millions de dollars sur ces instruments de couverture depuis leur mise en place.

Au 31 janvier 2010, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle des billets structurés comptabilisés comme étant détenus à des fins de transaction étaient respectivement de 3 257 millions et de 3 488 millions de dollars (3 073 millions et 3 377 millions respectivement au 31 octobre 2009).

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 17 464 millions de dollars au 31 janvier 2010 (19 108 millions 31 octobre 2009). Au 31 janvier 2010, 514 millions étaient utilisés sur ces facilités conformément aux modalités de ces concours de trésorerie (185 millions au 31 octobre 2009), dont 442 millions (413 millions de dollars américains) (158 millions ou 146 millions de dollars américains au 31 octobre 2009) avaient trait à l'entité de titrisation américaine des clients dont traite la note 4.

Facilités de rehaussement de crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de rehaussement partiel de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA qui sont administrés par nous ou par des tiers. Les facilités de rehaussement de crédit sont incluses dans les concours de trésorerie. Ces facilités comprennent les montants qui ont trait à notre entité de titrisation américaine des clients dont il est question à la note 4.

Facilités de financement de premier rang

Nous fournissons un soutien sous forme de financement de premier rang à nos entités de gestion de placements structurés et à notre entité de protection de crédit. La majorité de ces facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés. Au 31 janvier 2010, 6 844 millions de dollars étaient utilisés (7 342 millions au 31 octobre 2009) conformément aux modalités des facilités de financement relatives aux entités de gestion de placements structurés et à l'entité de protection de crédit dont traite la note 4.

En plus de notre investissement dans des billets assujettis à l'Accord de Montréal, nous avons fourni une facilité de prêt de premier rang de 300 millions de dollars. Aucun montant n'avait été utilisé dans le cadre de cette facilité au 31 janvier 2010 ni au 31 octobre 2009.

comptabilisé comme un écart d'acquisition. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont intégrés à nos états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

Diners Club

Le 31 décembre 2009, nous avons acquis de Citigroup le montant net des sommes à recouvrer auprès des titulaires de cartes de la franchise nord-américaine de Diners Club pour une contrepartie en espèces totale de 882 millions de dollars, sous réserve d'un rajustement postérieur à la conclusion de la transaction et établi en fonction de l'actif net. L'acquisition du montant net des sommes à recouvrer auprès des titulaires de cartes Diners Club nous donne le droit d'émettre des cartes Diners Club à des entreprises et à des professionnels aux États-Unis et au Canada et nous permettra d'accélérer notre projet visant à accroître nos activités dans le secteur des voyages et du divertissement à l'intention des entreprises clientes de l'Amérique du Nord. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis un actif incorporel constitué de relations d'affaires avec des clients, qui est amorti selon la méthode dégressive sur une période de 15 ans et un actif incorporel se composant de logiciels, qui est amorti selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. Diners Club fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Paloma Securities L.L.C. (Paloma)

Le 23 décembre 2009, nous avons conclu l'acquisition de certains actifs utilisés dans le cadre des activités de prêt de titres de Paloma pour une contrepartie en espèces de 7 millions de dollars et nous avons embauché son équipe de prêt de titres à l'échelle mondiale. L'acquisition de Paloma nous permet d'élargir nos activités de prêt de titres. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. Cette acquisition fait partie de notre unité d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Integra GRS (Integra)

Le 23 novembre 2009, nous avons conclu l'acquisition des activités de tenue de registres d'Integra, filiale en propriété exclusive d'Integra Capital Management Corporation, pour une contrepartie en espèces de 13 millions de dollars, majorée d'une contrepartie conditionnelle maximale de 4 millions de dollars fondée sur les revenus qui seront générés à l'avenir. L'acquisition d'Integra élargit notre gamme existante de services de gestion du patrimoine. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis un actif incorporel constitué de relations d'affaires avec des clients, qui est amorti selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans et un actif incorporel se composant de logiciels, qui est amorti de façon linéaire sur trois ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. Integra fait partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)

	Diners Club	Paloma	Integra
Encaisse	– \$	– \$	– \$
Valeurs mobilières	–	–	–
Prêts	931	–	–
Bureaux et matériel	–	–	–
Écarts d'acquisition	11	7	5
Actifs incorporels	58	–	8
Actifs divers	8	–	–
Total de l'actif	1 008	7	13
Passifs divers	126	–	–
Total du passif	126	–	–
Prix d'achat	882 \$	7 \$	13 \$

La répartition du prix d'achat de Diners Club, de Paloma et d'Integra est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons attribué un total de 1 737 204 options sur actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options attribuées au cours du

trimestre terminé le 31 janvier 2010 était de 9,97 \$ l'option. Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution :

Pour les options attribuées au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2010

Rendement prévu des actions	6,6 %
Volatilité prévue du cours des actions	27,5 %
Taux de rendement sans risque	2,9 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (années)	6,5

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	31 janvier 2010	31 janvier 2009	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Pour les périodes de trois mois terminées le				
Prestations constituées des employés	33 \$	30 \$	5 \$	4 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	64	66	14	12
Perte actuarielle constatée dans la charge	18	19	1	-
Amortissement du coût des modifications aux régimes	4	3	(2)	(2)
Rendement prévu des actifs des régimes	(71)	(61)	(1)	(2)
Charge liée aux prestations constituées	48	57	17	12
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec	14	14	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	2	2	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	64 \$	73 \$	17 \$	12 \$

Note 9 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons remboursé la totalité de nos billets à moyen terme de série C, première tranche, à 4,00 %, échéant en 2015, d'un montant total de 500 millions de dollars. Les billets ont été remboursés à un prix correspondant à 100 % du montant en capital, majoré des intérêts

courus à la date du remboursement. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nos débentures série 12 portant intérêt au taux de 10,85 %, d'une valeur de 140 millions de dollars, sont arrivées à échéance.

Note 10 : Capital-actions

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous n'avons pas émis ni racheté d'actions privilégiées.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis 33 340 000 actions ordinaires au prix de 30,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 1,0 milliard de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis 6 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 6,5 %, série 18, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 150 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons racheté la totalité de nos 10 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif, série 6, qui étaient classées dans le passif, au prix de 25,00 \$ l'action, majoré des dividendes déclarés et non versés à la date du rachat, le prix de rachat global étant d'environ 253 millions de dollars.

Le 19 novembre 2009, nous avons annoncé que nous avions obtenu du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et de la Bourse de Toronto toutes les approbations nécessaires au renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours

normal des activités. Ce renouvellement nous permettra de racheter jusqu'à 15 000 000 de nos actions ordinaires au cours de la période comprise entre le 2 décembre 2009 et le 1^{er} décembre 2010.

Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui expire le 1^{er} décembre 2010 et en vertu de laquelle nous sommes autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires.

Actions autodétenues

Lorsque nous achetons nos actions ordinaires dans le cadre de nos activités de négociation, nous comptabilisons le coût de ces actions comme une réduction des capitaux propres. Si ces actions sont revendues pour une valeur supérieure à leur coût, l'écart est comptabilisé comme une augmentation du surplus d'apport. Si ces actions sont revendues pour une valeur inférieure à leur coût, l'écart est d'abord comptabilisé comme une réduction du surplus d'apport, dans la mesure où des montants relatifs aux actions autodétenues sont contenus dans le surplus d'apport, puis l'excédent est comptabilisé comme une réduction des bénéfices non répartis.

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 janvier 2010

	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200 \$	–
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	–
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	–
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	–
Catégorie B – Série 16	12 000 000	300	–
Catégorie B – Série 18	6 000 000	150	–
Catégorie B – Série 21	11 000 000	275	–
Catégorie B – Série 23	16 000 000	400	–
Actions ordinaires	555 395 343	2 571 6 368	
Capital-actions		8 939 \$	
Options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions		s.o.	19 057 503 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 21 et 23 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, aux pages 144 à 148 de notre Rapport annuel 2009.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.

s.o. – sans objet

Note 11 : Gestion du capital

Notre objectif consiste à maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui respecte nos ratios cibles pour le capital réglementaire, correspond à notre évaluation interne du capital en fonction des risques, est conforme à nos cotes de crédit cibles, soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 janvier 2010, nous avons atteint nos cibles en matière de capital. La situation de notre capital au 31 janvier 2010 est exposée en détail dans la section Gestion du capital, à la page 14 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre.

Note 12 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts

de taux, la migration du crédit et les défaillances. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Les principales mesures au 31 janvier 2010 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 9 à 11 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre.

Note 13 : Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :
(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action)

Pour les périodes de trois mois terminées le	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Revenu net – selon les PCGR du Canada	657 \$	225 \$
Rajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	(6)	78
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	651 \$	303 \$
Résultat par action		
De base – selon les PCGR du Canada	1,12 \$	0,39 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	1,11	0,54
Dilué – selon les PCGR du Canada	1,12	0,39
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	1,11	0,54

Instruments d'emprunt convertibles

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons adopté les nouvelles directives américaines du Financial Accounting Standards Board (FASB) portant sur la comptabilisation des instruments d'emprunt convertibles pouvant être réglés en espèces (ou autres actifs) au moment de la conversion, y compris un règlement partiel en espèces. Aux termes de cette directive, nous devons comptabiliser les composantes passif et capitaux propres de façon distincte. Cette nouvelle directive n'a pas eu d'incidence sur notre rapprochement avec les PCGR des États-Unis puisque nous n'avons pas d'instruments d'emprunt convertibles, la totalité de nos actions privilégiées et de nos titres d'une fiducie de capital convertibles étant classés comme instruments de capitaux propres aux termes des PCGR des États-Unis.

Part des actionnaires sans contrôle présentée dans les états financiers consolidés

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons adopté la nouvelle norme comptable du FASB portant sur la part des actionnaires sans contrôle. Aux termes de cette nouvelle

norme, l'intégralité de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales doit être présentée comme capitaux propres aux fins de la présentation de l'information financière aux termes des PCGR des États-Unis. Aux termes des PCGR du Canada, l'intégralité de la part des actionnaires sans contrôle est présentée à titre de passifs divers.

Regroupement d'entreprises

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons adopté la nouvelle norme du FASB portant sur les regroupements d'entreprises. Elle stipule que l'acquéreur doit constater les actifs acquis, les passifs pris en charge et toute part des actionnaires sans contrôle dans la société acquise à leurs justes valeurs à la date de l'acquisition. Selon les PCGR du Canada, les actifs acquis et les passifs pris en charge sont rajustés seulement pour la part de la juste valeur qui revient à l'acquéreur. La part des actionnaires sans contrôle est comptabilisée conformément aux valeurs comptables inscrites dans les comptes de la société acquise. La nouvelle norme n'a donné lieu à aucune différence importante relative à la présentation de l'information financière aux termes des PCGR des États-Unis quant aux acquisitions réalisées depuis son adoption.

Note 14 : Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement et de cartes de crédit, de même qu'un éventail complet de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils, le tout par l'entremise d'un réseau de distribution

comprenant des succursales, des services bancaires par téléphone et en ligne, des spécialistes en prêts hypothécaires et des guichets automatiques. Depuis le troisième trimestre de 2009, puisque les activités liées aux dépôts à terme sont désormais mieux alignées sur la stratégie de PE Canada en matière de produits de détail, les résultats de ces activités sont compris dans PE Canada plutôt que dans le groupe Gestion privée. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités pour tenir compte de ce reclassement.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP), qui exerce ses activités sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et solutions en matière de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne et de l'assurance au Canada, et

des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis. Depuis le troisième trimestre de 2009, toutes nos activités d'assurance sont comprises dans le groupe GP, ce qui intègre notre capacité en matière d'assurance et les compétences qui caractérisent déjà ce groupe au sein de notre gamme de services liés à la gestion de patrimoine. Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce reclassement.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de fusions et d'acquisitions, de services-conseils, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous fournit des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les revenus et les frais résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos unités d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces unités sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et les

dotations à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus sont assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Les rajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés dans les résultats des Services d'entreprise.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et au rendement plus élevé. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Comptabilisation des opérations de titrisation

Au cours du trimestre, nous avons modifié notre façon de présenter les actifs titrisés dans nos informations sectorielles. Auparavant, certains actifs hypothécaires titrisés n'étaient pas présentés dans le bilan de PE Canada. Désormais, nous présentons tous les actifs hypothécaires titrisés dans PE Canada et les montants compensatoires sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Le revenu net d'intérêts gagné sur l'ensemble des actifs hypothécaires titrisés est compris dans le revenu net d'intérêts de PE Canada. Auparavant, le revenu net d'intérêts gagné sur certains actifs hypothécaires titrisés était inclus dans le revenu autre que d'intérêts de PE Canada. Les données des périodes antérieures ont été retraitées en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2010 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	1 019 \$	200 \$	87 \$	408 \$	(182)\$	1 532 \$
Revenu autre que d'intérêts	392	56	463	512	70	1 493
Revenu total	1 411	256	550	920	(112)	3 025
Dotation à la provision pour pertes sur créances	120	19	2	78	114	333
Amortissement	32	16	9	10	48	115
Frais autres que d'intérêts	677	196	389	490	(28)	1 724
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	582	25	150	342	(246)	853
Impôts sur les bénéfices	179	8	37	94	(141)	177
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	403 \$	17 \$	113 \$	248 \$	(124)\$	657 \$
Actif moyen	141 347 \$	26 396 \$	13 593 \$	208 299 \$	4 085 \$	393 720 \$
Écarts d'acquisition (au)	128 \$	973 \$	365 \$	116 \$	2 \$	1 584 \$

Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2009 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	923 \$	240 \$	92 \$	516 \$	(444)\$	1 327 \$
Revenu autre que d'intérêts	338	59	387	211	120	1 115
Revenu total	1 261	299	479	727	(324)	2 442
Dotation à la provision pour pertes sur créances	95	18	1	42	272	428
Amortissement	33	20	7	11	44	115
Frais autres que d'intérêts	671	210	387	464	(6)	1 726
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	462	51	84	210	(634)	173
Impôts sur les bénéfices	147	17	16	33	(284)	(71)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	315 \$	34 \$	68 \$	177 \$	(369)\$	225 \$
Actif moyen	139 982 \$	33 753 \$	9 547 \$	288 117 \$	(8 396)\$	463 003 \$
Écarts d'acquisition (au)	122 \$	1 117 \$	354 \$	111 \$	2 \$	1 706 \$

Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2010 2)	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 149 \$	347 \$	36 \$	1 532 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 076	333	84	1 493
Revenu total	2 225	680	120	3 025
Dotation à la provision pour pertes sur créances	138	190	5	333
Amortissement	87	27	1	115
Frais autres que d'intérêts	1 256	425	43	1 724
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	744	38	71	853
Impôts sur les bénéfices	168	1	8	177
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	5	-	19
Revenu net	562 \$	32 \$	63 \$	657 \$
Actif moyen	257 126 \$	110 612 \$	25 982 \$	393 720 \$
Écarts d'acquisition (au)	452 \$	1 110 \$	22 \$	1 584 \$

Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2009 2)	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	797 \$	425 \$	105 \$	1 327 \$
Revenu autre que d'intérêts	797	367	(49)	1 115
Revenu total	1 594	792	56	2 442
Dotation à la provision pour pertes sur créances	111	317	-	428
Amortissement	80	34	1	115
Frais autres que d'intérêts	1 206	479	41	1 726
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	197	(38)	14	173
Impôts sur les bénéfices	1	(56)	(16)	(71)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	6	-	19
Revenu net	183 \$	12 \$	30 \$	225 \$
Actif moyen	273 968 \$	159 460 \$	29 575 \$	463 003 \$
Écarts d'acquisition (au)	440 \$	1 242 \$	24 \$	1 706 \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter notre Rapport annuel 2009, le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 2 mars 2010 à 14 h (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au mardi 25 mai 2010, au 416-695-5800 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 1645426).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au mardi 25 mai 2010.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, viki.lazaris@bmo.com, 416-867-6656

Steven Bonin, directeur général, steven.bonin@bmo.com, 416-867-5452

Andrew Chin, directeur principal, andrew.chin@bmo.com, 416-867-7019

Chef des finances

Russel Robertson, chef des finances

russ.robertson@bmo.com, 416-867-7360

Secrétariat général

Blair Morrison, premier vice-président, conseil général délégué,

Affaires générales, et secrétaire général

corp.secretary@bmo.com, 416-867-6785

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix moyen du marché

Novembre 2009 53,11 \$ (52,05 \$*)

Décembre 2009 54,94 \$

Janvier 2010 53,01 \$

* reflète un escompte de 2 % au titre du réinvestissement des dividendes

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com

Assemblée annuelle de 2010

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 23 mars 2010, à 9 h 30 HAC (10 h 30 HAE) à Winnipeg, au Manitoba.